Vol 10 # 45 • Du 17 au 23 Mai 2017
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

DES GRÈVES DE COMPROMISSION!



Voir page 4

Le ministre du Commerce Jude Alix Patrick Salomon, le signataire du protocole de compromission avec les syndicats de transport

UN BUREAU DE DOLÉANCES SOCIALES : POURQUOI FAIRE?



Voir page 4

De gauche à droite Fednel Monchery Directeur du Ministère de l'Intérieur, le président Jovenel Moise et le ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales le Dr Max Rudolph Saint-Albin











Venezuela et Haïti : stratégies opposées allant dans le sens des intérêts impériaux !

Par Berthony Dupont

De tout temps les motivations des grandes puissances occidentales sont toujours restées les mêmes. Il faut une fois encore se rendre à l'évidence que la pratique de la conquête et de la domination coloniales est loin d'être morte puisque les puissances impérialistes ne renonceront jamais à leur volonté de façonner à leur gré et selon leurs intérêts et leurs critères quant à certains pays du continent. D'ailleurs, la politique extérieure des Etats-Unis a toujours été bâtie autour de l'idée de s'assurer une place centrale dans le monde, un statut de leadership pour ne pas dire de commandeur.

Une fois de plus, leurs mains criminelles se sont jointes particulièrement à celles des pays de l'EU pour essayer d'écraser ou d'empêcher l'émergence de tout régime progressiste tendant à changer ou à améliorer les conditions de vie de son peuple. Tous ceux qui refusent de céder à leur domination, toux ceux qui, à l'instar de Cuba, du Venezuela, ont choisi de dire « Non » aux pressions politiques qui s'exercent sur eux de sorte qu'ils s'alignent comme notre pays, Haïti sur les diktats impérialistes, sont persécutés à n'en plus finir. Pour vous barrer la route à l'autodétermination, ils porteront si nécessaires, la désolation, le deuil chez vous-même, en vous déstabilisant pour neutraliser vos rêves avant même qu'ils n'émergent.

Qui a déjà oublié les grandes mobilisations soi-disant populaires de la bourgeoisie haïtienne contre le régime Lavalas sous la direction du groupe 184 de Charles Henri Baker, d' André Apaid, flanqués de sinistres opportunistes tels que Evans Paul, Turneb Delpé, Claire Lydie Parent, des professeurs et un grand nombre d'étudiants lumpen qui avaient adhéré à ce mouvement ? Ce dernier a produit entre autres le démantèlement total du mouvement d'émancipation des masses né juste après le 7 février 1986 , l'occupation de la Minustah et l'émergence de dirigeants laquais tels que Gérard Latortue, René Préval, Michel Martelly et sa continuité, Jovenel Moise.

Tout cela est à quelles fins ? Le pillage de nos ressources qui s'accroit, la corruption qui s'étend, de sorte que le peuple accablé, se démobilise sans point de repères en continuant à être opprimé par cette même bourgeoisie antinationale, contremaître du néo-colonialisme.

Il est tout à fait évident que les puissances impérialistes ne dominent pas chaque pays de la même façon. A chaque mal son remède ! Au Venezuela, par exemple, elles arrivent à créer une crise de la faim totale : crise de farine, crise de pain, crise des produits de première nécessité etc; les banques elles mêmes sont dépourvues de monnaies, les cartes de débit ne fonctionnent guère. La bourgeoisie a finalement créé sa propre crise avec le dessein cynique de démanteler le secteur populaire pour conduire la classe ouvrière, la paysannerie misérable au désespoir pour les obliger à renoncer à leurs propres intérêts essentiels.

Aujourd'hui, c'est à ce carrefour que le gouvernement du Venezuela se trouve, faisant face actuellement et justement à une guerre non seulement économique mais politique, quand les classes dominantes et les politiciens de droite avec grand renfort de propagandes et de confort financier se servent de la naïveté d'un secteur manipulable au sein des masses populaires pour les anéantir davantage.

C'est une ironie du sort : alors que les forces impériales organisent la rébellion au Venezuela, pourtant en Haïti ce sont elles qui nous enseignent la réconciliation, à vivre ensembles, nous invitant même à la paix sociale tellement notre niveau de vie est supérieur à celui du peuple frère du Venezuela ! La grande conspiration n'est hélas pas un mythe. L'Agritrans de Jovenel Moise qui n'existe presque plus, c'est du fait que les Etats-Unis l'ont forcé à détruire sa banane pour ne pas léser les intérêts économiques de la République Dominicaine. Condition sine qua non pour l'imposer à la tête du pays !

En réalité, les derniers événements qui viennent de se produire dans notre pays sont amplement significatifs de la politique du pire des secteurs syndicaux qui ne luttent que pour satisfaire leurs poches. Qu'ils soient le fait des professeurs ou des syndicalistes du transport, c'est qu'ils n'ont pas conscience de ce qu'impliquent actuellement les intérêts populaires et patriotiques. Ils ne font que compromettre la lutte populaire et agissent même contre le peuple quand ces syndicats admettent de rentrer en conciliabule avec un tel gouvernement. En d'autres termes, c'est qu'ils n'ont aucune notion de lutte autre que celle qui rime avec leur attitude individuelle opposée à toute remise en cause du système.

Nos syndicalistes ne regardent que l'arbre dans la forêt. Ils n'ont pas vu que le chômage et la misère sévissent alors que les dirigeants vivent dans un luxe insolent. Ils ne remarquent point que les salaires des travailleurs les plus défavorisés stagnent. Nous aussi, nous sommes à la recherche d'un avenir meilleur, n'avons-nous aucune raison de manifester de sorte que notre lutte soit menée sur tous les fronts ?

Au Venezuela, malgré l'appel de paix et de dialogue lancé par le gouvernement bolivarien, l'impérialisme intransigeant ne permet aucune négociation ; sauf le démantèlement du régime progressiste du président Nicolas Maduro. Pourtant chez nous, nos acteurs n'en demandent pas plus. C'est révoltant d'entendre le président du syndicat de transport FIDEL, Duclos Benissoit, proche de Fanmi Lavalas défendre et légitimer l'administration Moise-Lafontant en confirmant que : « la hausse des prix de l'essence a été proposée par les responsables des syndicats de transport lors des dernières discussions » et que « ces ajustements sont le résultat d'une entente entre le gouvernement et les syndicats » pour ajouter ensuite « qu'ils (les responsables des syndicats de transport) étaient contraints de prendre en compte la nécessité pour l'état d'obtenir plus de recettes » Quelle aberration !

Le comportement de ces syndicats transports et professeurs ne manquera pas à contribuer au renforcement du sinistre complot contre le peuple haïtien, tout comme les manifestations qui pleuvent quotidiennement avec de larges foules sur le sol Vénézuélien, ils sont tous deux frappés du même sceau : celui des forces impérialistes et des mercenaires à leur solde qui s'efforcent par tous les moyens d'enrayer le cours de l'histoire pour satisfaire leur propre projet et les stratégies des forces réactionnaires internationales.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

La justice haitienne a tranché en faveur de L'Académie Nationale Diplomatique et Consulaire (ANDC)

Par Givenson Lindor

L'accès de L'Académie Nationale Diplomatique et Consulaire (ANDC) fermé aux agents introduit arbitrairement par Aristobule Deverson dit Boule Deverson

Dans l'intérêt des Étudiants-es et dans l'intérêt de la société, la justice haïtienne, sur demande du décanat de l'Académie, a décidé, le mardi 9 Mai 2017, de procéder à l'expulsion de tous les agents de sécurité ainsi que tous les autres thuriféraires quelconques introduits arbitrairement dans les locaux de cette institution universitaire par le Docteur Boule Deverson en complicité avec sa femme, Martine Guirand Deverson.

Selon une source digne de foi, Martine Deverson entend réagir violemment à cette décision judiciaire et même faire incendier les locaux de l'ANDC et réduire en cendres les archives des étudiants-es de l'Académie. Elle se vante qu'elle peut jouer la carte de ses accointances politiques car elle a tous les juges du système judiciaire en poche et pourra continuer à circuler en toute impunité peu importe la gravite de ses crimes. En outre, elle prétend utiliser la couverture de sa citoyenneté américaine. Signalons que Martine Deverson est une ancienne étudiante de Columbia University aux Etats-Unis d'Amérique.

Peut-on imaginer que Columbia University, une si grande université américaine, ait pu produire ce cerveau anachronique, réactionnaire et obscurantiste : Martine Guirand Deverson ?!

Quoi qu'il en soit, l'opinion nationale et internationale est avertie : Martine Deverson nourrit la funeste idée d'incendier les locaux de l'ANDC et cela est inacceptable !

Givenson Lindor,




AU NOM DE LA LOI

SCELLES APPOSES PAR NOUS

JUGE DE PAIX DE PORT-AU-PRINCE SECTION EST

ASSISTE DE NOTRE GREFFIER

Le 09-05-17

Comptable-Informaticien,
Givensonlindor21@gmail.com
Le 15 mai 2017

Grande toilette au sein du Réseau national de défense des droits humains (Rnddh)

Par Thomas Peralte



Mme Suzy Castor

La semaine dernière, les jeudi 11 et vendredi 12 mai 2017; il y a eu une assemblée générale extraordinaire pour discuter de la situation de corruption et de crédibilité au sein du RNDDH. Au cours de ces deux jours de débats, une nouvelle direction a pris la manche de cette organisation. Ce nouveau conseil d'administration est compose de Mme Suzy Castor, de Jean-Claude Chéry, de Jean Rénol Elie, professeur et ancien coordonnateur de la Faculté des sciences humaines (Fasch) de l'Université d'Etat d'Haïti (Ueh), de Maryse Jean-Charles et de la Dre. Jeanne Marjorie Joseph.

Levée de la grève des syndicats transporteurs haïtiens à la frontière de Jimani/Malpasse



Vue d'un camion à Malpasse qui se rendait en République DominicaineVue d'un camion à Malpasse qui se rendait en République Dominicaine Photo: Archives GARR

Suite à une rencontre tenue avec les autorités haïtiennes dans l'après-midi du 15 mai 2017, les responsables des syndicats de transports haïtiens ont mis fin à leur mouvement de grève de trois jours. Cette grève lancée le même jour avait paralysé totalement les activités commerciales à la frontière de Jimani/Malpasse.

Au cours d'un entretien avec le GARR le 16 mai 2017, Jean Sanet Nelson, président du Syndicat de transports haïtiano-dominicains (SYNTRANSHAIDO), a déclaré que les autorités du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) ont donné la garantie que la réhabilitation du tronçon routier de Jimani/Malpasse va être réalisée sous peu. Un lot de matériels dont 3 camions et une excavatrice pour démarrer avec les travaux de remblayage a été déjà remis à la commune de Ganthier.

Selon le syndicaliste, les autorités haïtiennes ont annoncé que d'autres matériels vont être remis à l'administration municipale. Il a par ailleurs indiqué que des travailleurs du MTPTC ont commencé à étaler des gravats sur les espaces affectés en fin d'après-midi du 15 mai 2017 en vue de rendre plus accessible le chemin conduisant à ce point frontalier.

Le mardi 16 mai 2017, les activités commerciales ont repris. La circulation des gros camions qui transportent habituellement des marchandises en provenance de la République Dominicaine vers Haïti et des autobus de transport de passagers a été constatée.

Tout en saluant la diligence des autorités haïtiennes pour faciliter la reprise des activités au point frontalier de Jimani/Malpasse, le GARR plaide en faveur d'une meilleure gestion de la frontière au bénéfice des usagères et usagers des deux Etats de l'Île.

GARR (Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés) mardi, 16 mai 2017

Haïti-RD-rapatriements: 236 ressortissants haïtiens rapatriés du 8 au 10 mai 2017

Par Wilner Jean Louis

Ces migrantes et migrantes se sont plaints d'avoir été victimes de violation de droits humains avant d'être reconduits en Haïti. Agressions physiques, injures, confiscation d'argent et d'autres objets importants, lancement de gaz lacrymogène dans l'enceinte du centre de détention, tels ont été les divers cas d'abus dont ils disent avoir été l'objet, a informé l'organisation de défense des droits humains.

Les autorités dominicaines n'ont pas épargné même des femmes allaitantes en compagnie de leurs bébés et des enfants en bas âge. Ces derniers ont été aussi appréhendés et incarcérés dans des conditions inhumaines avant d'être reconduits en Haïti.

Cinq (5) migrantes haïtiennes, Dédelène, Sodeleine, Louisana, Jocelaine et Hélène, toutes originaires du département du nord, notamment de la commune de Plaisance faisaient partie d'un groupe de 77 rapatriés. Elles ont été accueillies avec leurs enfants au bureau du GARR de Belladère le 8 mai 2017. Elles n'ont pas caché leurs déboires au moment de leur appréhension et de leur détention. «J'ai été incarcérée pendant 2 nuits avec mon bébé de 6 mois sans avoir accès à la nourriture et à l'eau. En tant que mère allaitante, j'avais vraiment peur de le voir déshydrater. Franchement, je n'aurais jamais cru que les militaires dominicains nous auraient infligés un traitement si inhumain. », a déploré Dédelène, l'une des migrantes rapatriée.



236 ressortissants haïtiens dont 218 hommes, 4 fillettes, 6 garçonnets et 8 femmes ont été rapatriés du 8 au 10 mai 2017 au point frontalier de Carisal/Elias Piña, a rapporté le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Refugiés

La situation n'est pas trop différente pour Nathalie qui a été rapatriée le 9 mai 2017. Cette dernière s'est plainte d'avoir été victime d'abus de la part des militaires dominicains qui, selon elle, ont emporté son sac. Il contenait des objets importants dont des téléphones portables, des montres, des vêtements et une somme d'argent en dollar américain et en peso dominicain.

Par ailleurs, ces femmes rapatriées n'ont pas caché leur mécontentement du fait qu'elles ont été contraintes d'abandonner leurs effets personnels et d'autres membres de leur famille en République Dominicaine.

C'est le cas de Louisana qui a été rapatriée avec un enfant. Elle a laissé derrière elle deux autres enfants âgés respectivement de 6 et 8 ans. Louisana a exprimé ses inquiétudes face au devenir de ses enfants laissés en territoire voisin.

Les ressortissants haïtiens en ont profité pour dénoncer les mauvaises conditions de détention au centre carcéral de Haina, une ville de la province de San Cristobal, au Sud de la République voisine.

Wilner et Yvener qui faisaient partie d'un groupe de 85 migrants haïtiens rapatriés le 9 mai 2017 à Carisal, ont indiqué qu'ils ont été contraints de dormir à même le sol après avoir été battus avec une chaine par un militaire dominicain.

Ils ont souligné par ailleurs avoir failli perdre la vie quand un soldat dominicain aurait jeté du gaz lacrymogène dans le centre où se trouvaient des dizaines de migrants.

Tout en plaidant en faveur du respect du Protocole d'Accord sur les mécanismes de rapatriement paraphé en 1999 par les deux Etats insulaires, le GARR appelle les autorités haïtiennes à exiger de l'Etat dominicain le respect des droits des migrantes et migrants haïtiens.

Il exhorte le gouvernement haïtien à poursuivre les pourparlers déjà entrepris par la Commission mixte bilatérale tout en accordant la priorité à la situation des migrantes et migrants haïtiens dont les droits sont violés au quotidien en République Dominicaine.

Garr 12 mai 2017

Des grèves de compromission !



Le secrétaire général de l'Unnoh, Josué Merilien



Duclos Bénissoit du syndicat Fidel

Par Marie Laurette Numa

Cette semaine l'administration de Moise-Lafontant a été confronté à des manifestations très timides et des grèves des enseignants comme l'avait indiqué le secrétaire général de l'Unnoh, Josué Merilien grèves d'avertissement.

Les tribunaux ont été affectés puisque des greffiers ont été également en grève exigeant de meilleures conditions de travail et la libération d'un de leur collègue, il s'agit d'un certain Frédéric Gédéon. Tandis que à la Direction de l'Immigration et de l'Emigration, les employés avaient refusé de travailler du fait que la semaine écoulée, des policiers de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ avaient procédé à l'arrestation d'une de leur collègue dans ses bureaux en la personne de Marie Violette Bijoux .

Par ailleurs, la grève des enseignants a été dans un certain sens prise en considération par le gouvernement du fait que des élèves sont en solidarité avec leurs professeurs et que d'autres, en plus du fait qu'ils n'ont trouvé aucun professeur dans les salles de classe particulièrement les lycéens, ont réalisé de multiples manifestations afin d'exiger le versement des arriérés de salaires aux enseignants qui ont abandonné les salles de classe.

Le mardi 16 mai Une réunion de travail était prévue entre des membres du gouvernement, des parlementaires et des responsables de syndicats d'enseignants autour de leurs revendications. Cependant l'Unnoh annonce qu'aucune invitation réelle n'a été adressée aux organisations syndicales de professeurs. C'est dire que l'Unnoh est prête à l'instar des syndicats du transport d'aller se compromettre avec le régime.

En réalité l'Unnoh maintient ses manifestations pour faire pression sur le gouvernement et collaborer avec elle, point barre !

D'ailleurs le lundi 15 mai, le prix de la gasoline est passé de 189 gourdes à 224 gourdes, celui du diesel de 149 gourdes à 179 gourdes et du kerosene de 148 gourdes à 173 gourdes.

Les syndicats de transport ont fait leur beurre sur le dos de la population puisque le prix de transport a été tout bonnement augmenté. Voici les Nouveaux tarifs pour le transport en commun de la Région métropolitaine

Port-au-Prince - Carrefour (Station Essence Paloma) : 20 Gdes ;
Port-au-Prince (Blvd J.J.D/rue Macajoux) - Croix-des-Bouquets (Marché Croix-des-Bouquets) : 20 Gdes ;
Port-au-Prince (Blvd J.J.D/rue Macajoux) - via Delmas - Pétion-ville : 20 Gdes ;
Port-au-Prince - via Bourdon - Pétion-ville : 20 Gdes ;
Téléco (Rue pavée) - Pétion-ville : 20 Gdes ;
Port-au-Prince (Téléco Rue pavée) - Canapé-vert (marché Canapé-vert) : 15 Gdes ;
Port-au-Prince (rue des Miracles et du Centre) - Christ Roi : 15 Gdes ;
Port-au-Prince MadanKolo - Carrefour Feuilles (St Raphael) : 15 Gdes ;
Port-au-Prince (Rue Macajoux) - Croix des Missions (Eglise) : 15 Gdes ;
Port-au-Prince (Cabaret) - Cabaret : 30 Gdes ;
Port-au-Prince (Pont Rouge) - Arcahaie (Marché Arcahaie) : 45 Gdes ;
Port-au-Prince - Kenscoff : 60 Gdes ;
Portail Léogâne - Clercine 20 Gdes ;
Martissant - via Blvd. J.D. - Cité Soleil : 15 Gdes ;
Martissant - via Blvd. J.D. - Delmas 65 : 15 Gdes ;
Martissant - Aéroport : 15 Gdes ;
Arcachon 32 : 7 Gdes ;
Lamentin 52 : 7 Gdes ;
Lamentin 54 : 7 Gdes ;
Waney 87 : 7 Gdes ;
Brochette 99 - Rivière Froide : 7 Gdes ;
Carrefour Marin - Route 9 (Fuji) : 10 Gdes ;
Croix des Bouquets - Meyer : 8 Gdes ;
Bon Repos - via Lilavois - Ceslesse : 8 Gdes ;
Croix des Bouquets - via Rte National #1 - Portail St. joseph : 20 Gdes ;
Croix des Bouquets - via Tabarre - Portail St. joseph : 20 Gdes ;
Croix des Bouquets - Tube : 15 Gdes ;
Croix des Bouquets - Bonette : 15 Gdes ;
Croix des Bouquets - Galette Roche Blanche : 15 Gdes ;
Bon Repos - via Rte National #1 - Portail St. joseph : 20 Gdes ;
Croix des Bouquets - La Feronnay : 15 Gdes ;
Clercine - via Aéroport - Portail Léogâne : 20 Gdes ;
Carrefour Damien - Blanchard : 10 Gdes ;
Poste Marchand Entrée Codada - Station Cormier : 10 Gdes ;
Delmas 31 - Rue Jacques 1er : 10 Gdes ;
Delmas 33 - Gerald Bataille : 10 Gdes ;
Delmas 33 - Silot : 20 Gdes ;
Delmas 33 - Adoquin : 10 Gdes ;
Delmas 75 - Puits Blain : 15 Gdes ;
Carrefour Saintus - Decayette : 15 Gdes ;
Carrefour Aviation - Fuji : 15 Gdes ;
Carrefour Libu - Libu : 15 Gdes ;
Pétion-ville - via Delmas - Aéroport Cargo : 20 Gdes ;
Pétion-ville - via Delmas - Rue Macajoux : 20 Gdes ;
Pétion-ville - via Frères - Académie de Police : 15 Gdes ;
Pétion-ville - Petit Troupeau : 15 Gdes ;
Route de Frères - via Pérnier - Gros Jean : 20 Gdes ;
Pétion-ville - via Canapé-vert - Port-au-Prince : 20 Gdes ;
Pétion-ville - Jacquet Toto : 10 Gdes.

Un Bureau des Doléances sociales : pourquoi faire?



Le Directeur Général du Ministère, de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) Fednel MONCHERY



Par Isabelle L. Papillon

Le jeudi 11 mai 2017 dernier à l'annexe du Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) au Champs de Mars, le président inculpé Jovenel Moise flanqué de son Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, le Dr Max Rudolph SAINT-ALBIN ont installé un Bureau des Doléances sociales au Ministère de l'Intérieur, en présence du Directeur Général de ce Ministère, Fednel MONCHERY, un cadre du PHTK. Il sera dirigé par Sabrina DEMASTHIL, Berthony JEAN PAUL et Lindsay Rashana LOUIS.

Quel serait le vrai rôle de ce bureau comme l'indique Jovenel dans son discours de circonstance comme quoi ce *bureau « vise à intégrer les forces vives de la nation ayant consenti des sacrifices, pour son élection et à remettre le pays sur les rails de la dignité et du travail, à l'instar des chantiers lancés dans l'Artibonite par le biais de la «Caravane du Changement «* » N'est-ce pas à une affaire de partisannerie que le président veut réduire l'administration de l'Etat ? En ce sens, ce bureau sera effectivement aux services des membres du PHTK.

Cependant, le président pour masquer le vrai rôle de ce bureau a également souligné que *"La mission de ce Bureau, est de permettre d'adresser de manière célère, efficace et efficiente, les atténuer le niveau de précarité qui pèse sur une large frange de la population haïtienne »*

Ils ont également profité pour installer un autre bureau appelé «Commission des activités sociales et d'assainissements '', rattachée au SMCRS. Les trois membres titulaires sont Galate SAINT JACQUES, Lesly CHARLES et Marie Nerlande DESIR.

Pour couronner le tout, le ministre de l'Intérieur en présence du Directeur Général de ce Ministère, Fednel MONCHERY, un cadre du PHTK., Docteur Max Rudolph SAINT-ALBIN, a pour sa part indiqué « que le Bureau des Doléances sociales devra s'atteler principalement à recueillir les revendications sociales exprimées dans l'ordre, la discipline et dans le respect de la loi. Ce Bureau est un outil en plus pour le MICT, en vue de travailler au plus près de la population, en particulier des catégories les plus vulnérables qui ont besoin d'une attention soutenue de l'Etat haïtien. »



Le Bureau des Doléances sociales au Ministère sera dirigé par Sabrina DEMASTHIL, Berthony JEAN PAUL et Lindsay Rashana LOUIS



Le bâtiment du Ministètre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) au Champs de Mars

AVIS

Par ces motifs: Le Tribunal sur les conclusions conformes du Ministère public représenté à la barre par Me Géraldine Lalanne, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octoyé à l'audience du jeudi 4 mai deux mille dix-sept contre les assignés Gilbert Charles, Marie Line Charles, Marie Junise Félix Charles, pour faute de comparaitre, se déclare compétent pour connaitre l'affaire, accueille favorablement l'action initiée par la demanderesse Gina Charles pour être juste et fondée; ordonne le partage de tous les biens composant la succession de feue Germina Charles entre ses héritiers Gina Charles, Gilbert Charles, Marie Line Charles, Marie Junise Félix Charles dont les trois parcelles de terres ci-dessus décrites avec ses tenants et aboutissants, commet l'arpenteur Rigaud Fleurantin de la juridiction d'Aquin pour la formation des lots et le notaire Bernadin Poteau pour la liquidation des biens relatifs au partage, condamne la succession aux frais, depens et honoraries des avocats poursuivant; commet l'huissier Patrick Henry de ce siège pour la signification de la présente décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Louis Fils Joseph, juge, en présence de Me Joseph Denis Gérard S/Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre, greffier du siège en audience ordinaire, civile et publique de ce jeudi onze mai deux mille dix-sept, An 213eme de l'Indépendance avec un mot rayé nul.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement en execution; aux officiers du Ministère public près le tribunal de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et autres officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.

Me Louis Fils Joseph, MGT, Juge

Jean Claude Novembre, Greffier

Chapizèt, caravane, bluff

Par Fanfan la Tulipe

Pèp kanpe sou de pye
desten w se nan men w li ye
ouvè je w klè pou veye sanzave
ke depi w tande l bezwen afè l regle
sou ou l apiye.
Manno Charlemagne

En partie du moins, je dois à ma défunte grand-mère paternelle l'intérêt que je porte à la vie politique de mon pays. *Granmè* avec qui on s'exprimait toujours en créole était originaire de Fort-Liberté, de ce septentrion bouillant, bouillon de culture de maintes révoltes contre le pouvoir central, berceau d'une glorieuse guerre d'indépendance, théâtre des grandes turbulences cacoïstes pré et post-péraltistes.

A la maison, j'ai donc grandi dans une atmosphère riche en récits épiques, comiques et tragiques des *tan lontan*; riche en succulentes chansons politiques créoles parfumées au kirsch de mots français utilisés tels quels. Ainsi celle-ci: « la plupart des autorités *yo pa bon pou genyen konfyans; se yo menm ki kriye viv, se yo menm ki kriye aba*».

L'occasion aidant, on entendait grand-mère dire: « *se pa anyen, se Chapizèt k ap pase*». Sans doute, des lecteurs originaires du Nord peuvent avoir déjà entendu cette formule chapizettante. Peut-être que d'aucuns la connaissent sans en avoir jamais soupçonné son *dekiprevyen*, encore moins la guerrière pétillance de sa petite histoire. Alors, je m'en vais vous servir dans de bonnes petites marmites avec *degi* en plus.

Mais avant d'en arriver au personnage Chapizèt lui-même, je voudrais rappeler que lors des bourrasques «révolutionnaires» dans le grand ciel politique du Nord, ces nordés politico-météorologiques n'étaient que le fait de lourds nuages cacos poussés par les vents contraires de généraux, peu généreux avec des paysans qu'ils armaient, envoyaient à la boucherie pour régler leurs cotes mal taillées, s'emparer de terres, magouiller jusqu'à occuper le plus d'espace politique possible, fût-il même symboliquement réduit au siège du fauteuil présidentiel. Ces cacos-là étaient plutôt des mercenaires, contrairement aux cacos de l'époque péraltiste. Ces derniers marchaient sous la bannière d'un patriote, d'un vrai leader nationaliste, et se battaient pour une cause nationale, noble.



La caravane bluff de Jovenel Moise



De caravane on en a déjà entendu parler. Il y a eu celle, mémorable, inoubliable de André Apaid Junior et de sa bande grennnanboudatiste

Chapizèt était du premier groupe caco, un de ces chefs cacos *dèyè pòt, kako anba kabann* qui ont piteusement capitulé devant l'occupant en septembre 1915. Il s'appelait en fait Chapuset, et pour tous les cacos de son entourage il était *jal* Chapizèt. Son «armée», comme d'autres *lame kako,* se déplaçait au gré du tumulte des événements, d'un territoire à l'autre. Fort Liberté et Ouanaminthe comptaient parmi les *kanton* préférés de Chapizèt.

Il y arrivait toujours avec grand fracas, escorté de sa cavalerie, créant une atmosphère de *deblozay ak kantite tray* dans la cité, car Chapizèt était une sorte de terreur ambulante, dévalisant, fouillant, *krazébrizant* presque tout sur son passage. Les gens se barricadaient derrière des matelas. Ils cachaient leur argent au fond de *barik taso*. Gare aux chaloupantes donzelles traînant leurs ailes de *toutrèl* et jouant aux ingénues demoiselles! Chapizèt vous croquait ça avec une graine de sel.

Les types arrivaient, forçaient les gens à leur donner à boire et à manger, avec du tafia par-dessus le marché. Ils tiraient en l'air juste pour effrayer la population, avant d'attaquer la garnison locale. Il fallait se protéger des balles *mawon*, enfin, des balles *mawonnes*. Il fallait mettre son épargne à l'abri, surtout il fallait faire se terrer les pétillantes *manmzèl* de la maison. Bref, une atmosphère macoute avant la lettre. Du reste, lors de ses fracassantes et apocalypsantes traversées d'une région à une autre, Chapizèt se targuait qu'il n'allait laisser que «*yon kòk ak yon poulèt*».

Les flux et reflux jacques-fourcando-himmalayants à répétition de Chapizèt avaient fini par emmerder tout le monde. Et comme *nan pwen lèt ki monte ki pa desann*, les gens commençaient à s'arranger. Tel type était un cousin par alliance de Chapizèt-la-peste. Tel autre avait l'habitude d'aller prendre un *gwòg* avec lui. Un commerçant de Fort-Liberté était l'ami intime d'un *kòmandan laplas* au Cap-Haïtien, lui-même très proche du *sanmanman*. Un ferblantier de Ouanaminthe servait le même *lwa* que Chapizèt. Surtout, il y avait à Ouanaminthe une plantureuse, pétulante, pétillante et endiablante commère, maîtresse de Chapizèt qui accula l'animal à mettre une sourdine à ses extravagances, autrement il n'allait plus avoir accès au fruit défendu. Elle s'appelait Viergéla Matourmente.

Chapizèt menacé de ne plus se régaler du *kachiman pendsuk* de Viergéla finit par battre bas, calbinda, se calma et aux injonctions de sa juteuse, viergélante et actionnaire bouboute se plia. Depuis, Fort-Liberté et Ouanaminthe reprirent souffle, grâce la matourmentante intervention de Viergéla qui avait subjugué l'animal par le bas. Aussi, quand Chapizèt passait en trombe par une localité proche de Fort-Liberté, les gens ne faisaient plus attention à l'ancien pacha à qui Viergéla avait donné une sévère «brigade». Et si d'aventure on entendait un tintamarre pseudo-guerrier alentour déclenché par les fanfaronnades du général caco, les gens haussaient les épaules, ricanaient, continuaient à vaquer à leurs occupations tout en disant sur un ton moqueur: *se pa anyen se Chapizèt k ap pase.*

Je suis passé par cette chapizettante histoire pour en arriver à la fameuse, trompeuse, dupeuse, bluffeuse, fallacieuse, emberlificoteuse « Caravane du changement» du mal élu Jovenel Moïse. Je ne m'étendrai pas là-dessus, d'autant que la duperie est cousue de fil rose mickyste. De caravane on en a déjà entendu parler. Il y a eu celle, mémorable, inoubliable de André Apaid Junior et de sa bande *grennnanboudatiste.* Il y a eu bien des gogos qui ont mordu à l'hameçon, enfin, qui se sont accrochés aux roues de la caravane croyant qu'ils allaient arriver au bon port d'un «changement», à destination. Il est arrivé qu'il y a eu beaucoup de bruit *gueulard* pour rien. C'est la bourgeoisie *tilolit* qui réglait ses affaires, et ses comptes avec une équipe qui entendait manger davantage du gâteau national. On en arriva au 29 février 2004 et à tout le gâchis politique que l'on sait. Ce n'était rien, *se Chapizèt ki t ap pase.*

Il en est de même pour la caravane de l'inculpé Jovenel, le mal élu. Il n'en sortira rien du tout. Il y a eu un étalage de chiffres et de termes techniques pour impressionner les crédules, les petits niais, les badauds, les nigauds, les gogos, les sots, les *nonos*, les *bobos*, les godiches, les godichons, les couillons, les pigeons, les bêtas, les bêtasses, les gobe-mouches, les gobe-mensonges, les gobe-*tenten*, les gobe-*pawòl tafya*, les gobe-*pawòl-prezidan-restavèk boujwa,* les gobe-*bav prezidan*. Bref, tous ceux, toutes celles qui n'ont dans la tête que du maïs moulu comme cervelle

Tout y est passé: 30 pelles excavatrices à bras long, 10 bulldozer, 7 loader, 40 camions, 5 grader, 5 compacteurs, 3 back loader, 2 machines ateliers, 20 motos projecteurs, 12 pick-up de service, 5 camions d'eau et 5 véhicules de fonction, déjà déployés dans l'Artibonite, et dans les limites du grand ''périmètre de l'ODVA''. Du ronflant, du bruyant, du grandiloquent, du retentissant, de l'époustouflant, *gwo non k pou touye ti chen*. De la poudre de perlimpinpin vendue par un charlatan à titre de recette efficace pour ''relancer l'agriculture" (sic).

De l'argent a été débloqué pour revaloriser l'agriculture et la «sécurité» du président. De l'argent qui va aller dans les poches de *zòt*. Un an, deux ans passeront. Les fonds vont s'épuiser. L'Artibonite *pral anvlope*. Personne n'était vraiment concerné. *Se manje tout moun t ap manje, se vòlè yo ye*. Ne vous en faites pas. Ne prêtez aucune attention au tintamarre caravanant de Jovenel qui règle les affaires de la bourgeoisie qui l'a installé comme un vrai *popetwèl*. C'est du grand bluff, *se Chapizèt k ap pase.*

5-15-2017

Anpil kout zam te tire nan Dwàn Wanament lan

Jou Madi 16 Me a, twa endividi te rale zam yo epi tonbe tire sou yon brigad ladwàn nan Wanament. Aksyon sa a te fèt poutèt yon enpòtatè, ansyen kandida pou senatè, DUCHÈNE PETIT FRERE te derefize peye yon taks redevans fwontalyè ki se 75 mil goud pou 15 trelè siman ki t ap travèse fwontyè a. Misye Duchéne ki t ap sikile sou yon machin ofisyèl OF-00429. Li te gen ak li yon kouzen prezidan Jovenel Moïse ki rele Jean Kenan Jacques alias Thon ak Pierre Delinaire. N ap raple mesye Duchéne se frè Depite an fonksyon sikonskripsyon ferye a, ELIENCE PETIT FRÈRE. Sou ensistans ajan brigad yo, enpòtatè a oblije finalman peye taks la.





Ladesalinyèn



Ochan Nasyonal pou Ayiti

Pawòl tèks Fransè a: se Justin Lhérisson ki ekri li.

Mizik la: se Nicolas Geffrard ki te konpaze li

Se nan lane 1904, omoman nou t ap fete 100 an egzistans peyi a, Leta te adopte tèks la ak mizik la pou Ochan ofisyèl peyi.

Avèk Konstitisyon 1987 la, ki rekonèt toulede lang nasyonal ofisyèl nou yo, Raymond A. Moise te fè yon adaptasyon an Kreyòl ochan nou an. Atis chantè Ansy Dérose te chante li, mete li sou plak. Jean L Dominique, direktè ak pwopriyetè Radyo Ayitè Entè te popilarize li lè li deside jwe li sou estasyon pa li a chak maten. Liy li te pi renmen se te: "Pou Ayiti ka vin pi bèl", li te toujou raple oditè yo yo dwe travay pou sa vin fèt epi rive pi vit.

Pou Ayiti peyi Zansèt yo

Se pou nou mache men nan lamen
Nan mitan nou pa fèt pou gen trèt
Nou fèt pou nou sèl mèt tèt nou.
Annou mache men nan lamen
Pou Ayiti ka vin pi bèl
Annou, annou, met tèt ansanm
Pou Ayiti onon tout Zansèt yo.

Pou Ayiti onon Zansèt yo

Se pou nou sekle se pou nou plante
Se nan tè tout fòs nou chita
Se li ki ba nou manje
An bite tè, an voye wou
Ak kè kontan, fòk tè a bay
Sekle, wouze, fanm tankou gason
Pou nou rive viv ak sèl fòs ponyèt nou.

Pou Ayiti ak pou Zansèt yo

Fò nou kapab vanyan gason
Moun pa fèt pou ret ak moun
Se sa ki fè tout manman ak tout papa
Dwe pou voye timoun yo lekòl
Pou yo aprann, pou yo konnen
Sa Tousen, Desalin, Kristòf, Petyon
Te fè pou wet Ayisyen anba kòd blan.

Pou Ayiti onon Zansèt yo

Ann leve tèt nou gad anlè
Pou tout moun mande Granmèt la
Pou li ba nou pwoteksyon
Pou move zanj pa detounen n
Pou nou ka mache nan bon chimen
Pou libète ka libète
Fòk lajistis blayi sou peyi a!

Nou gen drapo tankou tout pèp

Se pou nou renmen li mouri pou li
Se pa kado blan te fè nou
Se san Zansèt nou yo ki te koule
Pou nou kenbe drapo nou wo
Se pou nou travay met tèt ansanm.
Pou lòt peyi ka respekte li
Drapo sila a se nanm tout Ayisyen.

Atik 4.1: Konstitisyon 1987 la nan vèsyon an Fransè a di:

"L'Hymne National est: La Dessalinienne."

Nan vèsyon Kreyòl la ki ofisyèl tou malgre sa anpil moun ap di, paske se jounal ofisyèl peyi a (Monitè No 36 ki pibliye li nan dat madi 28 avril 1987), nou li:

Nimewo 4-1
Ochan nasyon an, se Ladesalinyèn

Men, Pòl ak Iv Dejan te pwopoze pito:
Chante ofisyèl peyi a, im nasyonal li, se Ladesalinyèn.
Dapre yo, fraz sa a pi klè pou moun konprann.

Sèl sa nou ka di, n ap mache di nou gen de lang, men nou pa vrèman sèvi komsadwa ak de lang nou yo. Ochan peyi a ta dwe byen klè nan toulede lang yo.

Pozisyon direksyon nasyonal Tèt kole ti peyizan ayisyen sou gwo pwoblèm k ap boulvèse konjonkti a espesyalman moute pri gaz la !

TET KOLE TI PEYIZAN AYISYEN konstate de jou an jou sitiyasyon mas yo ap vin pi difisil. Gouvènman Jovenel / Lafontan an ap kontinye ap mache nan liy pou satisfè miltinasyonal yo : òganize karavàn nan tout depatman yo, livre tout richès natirèl peyi a tankou : tè ak min nou yo, moute pri gaz la.

Pèp la t ap tann repons Prezidan Jovenel Moise t ap pote pou yo aprè 100 jou li nan tèt peyi a. Repons lan se pri Gaz la ki moute e k ap kontinye moute. Chak fwa yon bato antre 6 goud pral ogmante sou chak galon GAZ. Lè gaz la moute se malere ki nan pwoblèm, se peyizan k ap plis viktim. Tout pwodwi premye nesesite yo pral moute disèt wotè tankou : Diri, Farin, sik, tòl, klou, siman. Pasaje pap ka peye machin. Se yon krim Gouvènman Jovenel / Lafontan an òganize kont mas yo paske si yo te vle chache lajan gen lòt kote yo te ka jwenn li.

Aprè 100 jou prezidan Jovenel sou pouvwa a, li toujou an kanpay. Prezidan an ap pale anpil san pote okenn espwa pou mas pòv yo, anpatikilye peyizan yo. Youn nan premye repons Gouvènman an pote pou mas yo se foure men 17 longè nan kès leta pran 197,330,333 Goud pou òganize karavàn antichanjman Latibonit lan. Yon milyon nan 197,330,333 goud lan depanse pou sekirite pèsonèl prezidan an.

Karavàn sa a te gen plis pase 350 Otobis. Gouvènman an di li pral mete 100 izin diri nan Vale a. Izin pou kiyès ? Nan enterè kiyès? Yo di 500 kawo tè pral dispoze pou fè fèm Agrikòl. Ki kote tè sa yo ap soti ? Eske se pa ti peyizan yo pral mete deyò pou pran tè yo? Anlagan, karavàn sa a sanble yon pwojè anti peyizan pou tabli zòn franch pou satisfè miltinasyonal yo.

ANDEFINITIF, desizyon gouvènman an pou moute pri gaz la ; karavàn antichanjman l ap òganize a ; MINISTA yo di ki prale men k ap rete MINIJIS la ; taks mache ki kontinye ap toufe pèp la, ti peyizan yo anpatikilye ; ti machann k ap sibi pèsekisyon ajan lameri toupatou ; popilasyon malere malerèz ki anba lamizè, grangou, chomaj pandan gagòt, kòripsyon ak gaspiyaj ap fèt tribòpabò nan Leta a, sitiyasyon sa yo montre aklè sistèm OKIPASYON DOMINASYON AN AP RAPOUSIB PI RÈD.

Se poutèt sa, TET KOLE TI PEYIZAN AYISYEN ekzije pou gouvènman Jovenel/Lafontan an :

1. Kanpe non sèlman sou ogmantasyon pri gaz la, men tou pou l sispann pwosesis piyaj richès peyi a ;
2. Kanpe politik degèpisman ti peyizan yo ak pran tè yo pou mete zòn franch jan yo vle fè a pandan yo kache vrè entansyon yo pa dèyè karavàn antichanjman an ;
3. Mennen pledwaye epi devlope diplomasi pou egzije Nasyonzini repare ak dedomaje viktim kolera yo.

Patriyòt konsekan, reveye nou anvan fènwa fin anvayi nou nèt !

Pa bliye sèl fòs nou se bonjan ògnizasyon popilè konsekan granmoun !

Epitou sonje mezi kapasite batay nou se mezi demen miyò nou !

Pou Direksyon Nasyonal TK,

Rosnel Jean -Baptiste
Vena Jean
Origène Louis
Pòtoprens 16 me 2017

NAN REVEY PEP LA

Mezanmi
Eske nou ka di m ki lè li ye ?
Nan bezwen konnen lè
N ap gade depi lontan
Zeguy revèy peyi Dayiti
K ap balanse... balanse... balanse
Pou ba nou tout sòt lè
Se te lè referandòm
Se te lè konstitisyon
Se te lè eleksyon
Se te lè koudeta
Zòt vire zeguy revèy pèp la
Avèk kannon fizi
Pou mete lè yo vle
Ala yon revèy papa!
Si l pa an reta
Li an avan
Yo tèlman anmède l
Gen de fwa li deraye
Tout zeguy yo bloke sou sis
Pou bay lè konsansis
Lè rekonsilasyon nasyonal
Osinon lè konkòd nasyonal
Alòske pèp la mande yon gwo lasnal

Eben mezanmi
Si nou bezwen konnen
Ki lè li ye
Si nou bezwen konnen
Sèl bon jan lè ki genyen
Ale nan kalfou rezistans
Na gade nan revèy pèp la
Ki te pran chèn 7 fevriye 86
Pou ba nou bon jan lè
Lè ezat
Lè ki pa manke yon minit
Lè ki pa manke yon segonn
Se lè Chalmay Peral
Se lè Chalmay Peral
Se lè Chalmay Peral
Nan revèy pèp la

Thony Leroy

(Mas 93)

André Muscadin enfin démasqué

Par J. Fatal Piard

La religion a pour objectif de contrôler les esprits Elle vise avant tout à briser la capacité des faibles à se révolter

Mbog Bassong*

Point n'est besoin de mener une guerre avec des armes à haute capacité de destruction massive contre ces pays où les masses populaires opprimées se débattent quotidiennement pour subsister. Il suffit d'y introduire ces religions qui les contraignent à la zombification et à la résignation, et le tour est joué. Comme l'a si bien avancé cet auteur, la religion représente la pire des catastrophes sociales que l'humanité ait pu vivre. Au nom de ce Dieu passif, combien de crimes odieux les défenseurs du système n'ont-ils pas commis en Europe au moyen âge ?

Au nom de ce Dieu indifférent, combien de millions de noirs les impitoyables conquérants de l'occident, en quête constante de matières sonnantes n'ont-ils pas broyés dans le crématoire de l'esclavage infrahumain? En dépit de ces inénarrables génocides organisés au nom de Jésus aujourd'hui encore, les naïfs et le aliénés n'ont de cesse de penser que le bon missionnaire blanc va les conduire jusqu'aux portes du paradis où le miel coule à flot et ce *gratis ti cheri*.

Le capitalisme en état d'exécration a toujours misé sur cette pandémie incurable qu'est la religion pour enfoncer encore les tyrannisés dans les méandres du sous-développement aussi ignominieux que révoltant. Et, ce n'est par pur hasard que dans chaque recoin d'Haïti même s'il n'existe aucun service social, les élites ont pensé à y implanter une structure d'aliénation baptisée église. Comme nous venons de l'affirmer, c'est la stratégie la mieux appropriée pour atteindre leur objectif inavoué consistant à contrôler les esprits tout en profitant pour briser la capacité des faibles à revendiquer leurs droits à une vie digne. Muscadin l'escroc Seuls ceux qui s'amusent à assimiler les masses populaires à des hordes de *makak* croient pouvoir mentir à tout le monde simultanément. Et, cette décision de justice adoptée sous les auspices du juge Maudelair



Le Pasteur André Muscadin

Barthélus rendue le 27 avril 2017, en présence de Jean Abner Emile, substitut du commissaire du gouvernement, représentant du ministère public, suffit amplement pour étayer la thèse selon laquelle ceux qui se font passer pour les lieutenants du Christ ne sont que des experts en escroquerie et en supercherie. *Yo pi ipokrit pase sèpan nan sen. Je yo chèche ko ke pen Sentantwàn.* Reprenons que ce jugement condamnant un certain André Muscadin dissimulé sous un costume de « *pasteur* » à dédommager l'avocat de l'église Chalom ainsi que l'avocat de cet avocat restera gravé dans les annales de ceux qui se font passer pour les fervents serviteurs de Dieu ou même les disciples de Jésus. C'est ainsi que jeudi 27 avril 2017, une ordonnance du Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince (TPI) a fait injonction formelle à un certain Muscadin de dédommager l'une des millions de victimes de sa tricherie pourtant notoire. Logé à l'enseigne Tabernacle de Gloire pour exploiter à fond l'ignorance des naïfs, ce bandit de grand chemin expert en manipulation de l'opinion, rien qu'avec les versets apocalyptiques de sa bible, profite pour s'enrichir copieusement aux dépends de millions d'ingénus. Suite à ce jugement déroulé au TPI, le juge exige du propriétaire de cette caverne d'Ali Baba que la justice a mis trop de temps pour démasquer, à verser au demandeur ses honoraires. Trois cent soixante et un mille six cents (361,600.00) dollars en devises étasuniennes doivent être versés à l'avocat du demandeur. Ce montant, celui qui croit dur comme fer que son Jésus viendra ce soir chercher les pauvres comme Job pour les emmener au ciel avec lui, va s' acquitter pour honorer ses dettes envers le défenseur de Me Jean Renaud Romélus. Ce dernier, lui, a vendu ses services au propriétaire de Chalom. Cette somme faramineuse représente une pitance pour un prétendu « *croyant* » ayant fait voeu de pauvreté et surtout d'honnêteté. Ce n'est que le début des châtiments bien mérités que doit subir ce Muscadin qui depuis sept longues années exploite à fond l'ignorance des déshérités du sort à qui il promet le paradis contre un versement de mille gourdes. Enfin, il est venu le temps pour que ce Muscadin et ses acolytes dont Jacques Maurice de subir les pires malédictions pour avoir passé le plus clair de leur temps à prêcher la résignation dans la pauvreté et la misère à des nécessiteux s'ils veulent avoir l'ultime privilège de bénéficier des faste du jardin d'Eden réhabilité dans leur arrière-cour.

Se pa de lajan nonm Miskaden sa a k ap flannen nan machin blende pa genyen nan bay malere ak malerèz manti l ap mennen yo nan paradi lè Jezi vini 21 me 2011. Une simple observation du train de vie de celui qui prétend prendre Jésus comme modèle permettra à quiconque de déceler le niveau de richesse dont dispose cet expert en filouterie qui exhorte le peuple à vivre dans la gêne pour avoir la chance d'hériter le paradis. Le juge en siège au Tribunal de Première Instance ne l'entend pourtant pas de cette oreille. Ayant décidé cette fois-ci de rendre justice à qui justice serait due, le juge Maudelair Barthélus a condamné l'escroc connu sous le nom d'André Muscadin à verser à Me. Jean Renaud Romélus un million de gourdes. Cette somme représente les dommages-intérêts pour les nombreux services professionnels du demandeur. Sans aucune forme de caution le juge ayant rassemblé suffisamment de preuves n'a pas hésité à condamner la défenderesse aux frais et dépens et a accordé l'exécution provisoire du jugement.

Pierre Oussel Beauport, au titre de greffier de siège, et Jean Gardy Joseph, jouant le rôle de huissier, ont, en cette occasion assisté le juge. Toute personne lucide doit se poser cette question. Si l'une des missions de l'église consiste à combattre l'injustice d'où qu'elle vienne, en quoi cette institution devait-elle avoir besoin des services d'un cabinet d'avocat ? C'est la preuve que nous vivons dans un mode de paradoxes grossiers. Etablissons les faits Jean Renaud Romélus, membre du barreau de Port-au-Prince, a été engagé comme avocat de l'entreprise de ce diable connu sous le nom d'André Muscadin. Ce dernier ayant l'unique mission d'amasser beaucoup de pognons a élu domicile à l'église Shalom Tabernacle de gloire un centre d'aliénation. Ce Muscadin, sachant qu'il était prêt à porter les coups les plus bas à ses concitoyens avait jugé stratégique d'engager les services du cabinet de Jean Renaud Romélus. L'homme de loi était chargé de traiter les différents conflits dans lesquels le propriétaire de cette caverne d'Ali Baba allait être à coup sûr impliqué. Pendant près de 7 années soit de 2010 à 2017, Me. Romélus, sur la base de ses hautes capacités à soudoyer les juges corrompus, a réussi à blanchir le nommé André Muscadin des dossiers les plus louches qui lui auraient valu plusieurs années d'emprisonnement sans sursis. Se croyant expert en ruse, *li konprann se li ki pi fò nan bay mato*, ce pasteur escroc n'a jamais versé un sou à Me Romélus pour ses services professionnels. A chaque fois que le professionnel du droit tente de faire valoir ses droits à son client coquin, il le passe en dérision en lui faisant croire qu'en versant son sang sur la croix Jésus a payé toutes ses dettes. En tout état de cause, le demandeur ayant remarqué que Shalom, représentée par le pasteur André Muscadin, n'avait pas respecté ses engagements, il l'a assigné après l'avoir sommé pour obtenir ses honoraires.

Me Jean Renaud Romélus a eu recours à cet acte dans le but de voir le tribunal ordonner à l'église Shalom Tanernacle de gloire, à travers son représentant, de payer les honoraires de l'avocat s'élevant à 361 600 dollars américains, représentant 10/100 de la valeur principale des acquisitions faites. Me Romélus avait demandé au tribunal de dire que l'église Shalom Tabernacle de gloire ainsi que son représentant, André Muscadin, sont en faute.

Ceci dit, la justice doit les condamner conjointement et solidairement en raison de leur faute à quatre millions de gourdes à titre de dommages-intérêts pour les préjudices subis par le requérant. *Ou kwè n tande kantite lajan nonm Miskaden an ap brase sou do mizè malere ak malerèz yo* ??? Les conclusions adoptées par l'église Shalom Tabernacle de gloire, par le biais de ses avocats, prétend que la demande d'honoraires n'est pas justifiée, ou plutôt que le demandeur n'a jamais été l'avocat de l'assignée, encore moins engagé par l'église Shalom Tabernacle de gloire. Toutes les pièces justificatives attestant l'ensemble de services fournis par Me Jean Renaud Romélus sont irréfutables. Selon Me Jacques Lochard, l'entreprise dénommée Chalòm serait prête à payer ce qu'elle doit. Mais il estime que les preuves ne suffisent pas pour permettre au tribunal d'ordonner le paiement des montants réclamés à titre d'honoraires d'avocat. L'homme de loi en a profité pour leur faire un cours de droit en leur faisant remarquer que les honoraires d'avocat tels que définis par Dalloz sont des rétributions pour des services professionnels rendus et non un acte de générosité du client *kòm kwa dire se yon favè li fè l*. Me Jean Renaud Romélus a tenu à les informer que le suivi est engagé par un autre avocat constitué qui a droit aussi à des honoraires de dix pour cent s'il faut s'en tenir aux dispositions de l'article 58 du décret du 29 mars 1979 réglementant l'exercice de la profession d'avocat. *Mèt la pa enbesil li konnen nonm Miskaden an fin milyadè nan benyen moun ak manti fò l fè yon jan pou l fè yon matchòpwèl li fè yon lajan sou misye. Epi se pa kòb li se lajan l fè sou mizè moun yo.* Bien entendu, selon l'avis des connaisseurs, la plaidoirie était satisfaisante. Ceci dit, il revient donc au Ministère des Cultes d'adopter les mesures adéquates pour empêcher à de telles crapules de continuer leurs forfaits en s'amusant à aliéner des milliers de nécessiteux en leur faisant croire que Jésus est à la porte. En conclusion, à combien de milliards de victimes cet escroc de profession devrait-il verser des milliards pour avoir profité de leur naïveté pour s'enrichir ? Comme nous l'avions dit tantôt, c'est une criante injustice quand la police au nom de la justice pourchasse les violeurs, les kidnappeurs et autres types de zenglendo. Qu'en est-il de ces tartuffes à cravates, à bible, ou à voile auteurs de millions de mauvais tours pour se faire du fric aux dépens de la misère des masses populaires ? En l'absence des mesures drastiques de l'Etat *manfouben* contre ces malfaiteurs professionnels, ceux qui sont conscients du danger que représentent ces malfrats à bible doivent prendre leurs responsabilités en main. En attendant la révolution pour les chasser définitivement, ayons assez de courage pour au moins les dénoncer. Autrement dit, nous devons nous arranger pour les juger par devant un tribunal populaire et les condamner pour avoir commis autant de forfaits, de crimes et de monstruosités contre les déshérités du sort. A part le cout de la vie, l'astuce des propriétaires de boutiques scolaires, nos compatriotes doivent aussi subir le cynisme et la méchanceté des *zenglendo a bib.*

* **Mbog Bassong**. Géologue, Egyptologue

L'impossible combat des marginalisés du« capital »

Par Robert Lodimus

« **Poursuivre l'impossible, c'est de la folie. Or il est impossible que les gens médiocres ne commettent pas de telles actions.** »
(Marc-Aurèle, livre V, 17)

Pour baisser les flots d'angoisse qui montent dans notre cœur comme les vagues de l'océan, nous avons repris l'habitude de revisiter les grands philosophes des courants de l'épicurisme et du *stoïcisme*. Les chrétiens, en des moments de *sombreur spirituelle,* lisent la *Bible*. Les musulmans, le *Coran*. Les judaïstes, la *Torah*. Les bouddhistes, le *Dhammapada* : quand ils ne se retrempent pas dans les *citations fortifiantes du confucianisme*. Lorsque l'âme humaine est plongée dans la tourmente, il lui faut une cure de « *Sagesse* » pour ne pas basculer dans l'opacité de la démence mortifère.

Toutes ces mauvaises nouvelles qui arrivent des quatre coins de la planète engloutissent notre *capacité de résilience* et détruisent petit à petit nos *cellules de résistance*. Tous les matins, nous nous réveillons avec des pensées pessimistes, sceptiques, qui sont devenues de plus en plus difficiles à chasser de notre *mémoire torturée*.

Nous souffrons de figurer parmi les témoins impuissants de si grandes « injustices ». Que l'auteur anonyme de ces vers qui lui furent inspirés par le comportement répréhensible du « ministre plénipotentiaire » de *Louis XIII* nous absolve de l'usage décontextualisé que nous faisons de l'*esprit de son œuvre*.

« *Le « Capital » fait plus de mal que de bien;*
Le bien qu'il fait, il le fait mal;
Le mal qu'il fait, il le fait bien. » [1]

Le « *Capital* » conduit les sociétés planétaires à la catastrophe. Nous l'avons déjà répété plus de mille fois. Mais les victimes ne semblent pas en être conscientes. Chaque individu, chaque famille mène « *l'impossible combat* » pour sa propre survie contre un « cyclope » qui a sept têtes, quatorze yeux, et qui n'a pas d'oreilles pour entendre les cris des sacrifiés. Comme Rome a détruit Carthage, il y a nécessité pour la classe travailleuse d'unir ses efforts, de mettre ses intérêts en commun, de penser une nouvelle stratégie de lutte, de rassembler ses forces, en vue de marcher sur « *Davos* » et d'anéantir sa capacité de « *nuisance* », d' « *exploitation* », de « *paupérisation* » et d' « *appauvrissement* ». « *Delenda Carthago* »! **Delenda Davos**! C'est bien là-bas, dans le *canton des Grisons*, que se transporte le foyer incandescent de l' « *Injustice* » qui consume l'énergie du « salariat » crucifié sur l'*insécurité socioéconomique*. Le vampire qui suce la *moelle de sa force de travail* et qui l'abandonne finalement sur le *trottoir de la déchéance et de l'indigence*. **Il faut détruire Davos**! C'est la seule façon pour les « *misérables* » des Amériques, de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Océanie de reprendre possession de la « *Terre* », et de jouir pleinement des bienfaits de la « *Création* » selon les attentes individuelles et collectives.



Il faut détruire Davos! C'est la seule façon pour les « misérables » des Amériques, de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Océanie de reprendre possession de la « Terre », et de jouir pleinement des bienfaits de la « Création » selon les attentes individuelles et collectives

Comme nous vous l'avons révélé au départ, c'est dans la relecture des éminents philosophes que nous recherchons présentement la *paix intérieure* et la *sérénité spirituelle*. Nous avons peur, terriblement peur de ce qui s'annonce devant nos yeux embués de larmes d'indignation, bien que l'empereur Marc-Aurèle nous exhorte dans sa « sagesse » à ne pas regarder en arrière et en avant. N'est-ce pas lui qui nous apprend : « *On ne peut perdre ni le passé ni l'avenir : ce que nous ne possédons pas. C'est du moment présent que l'on doit se soucier d'être privé, car c'est lui seul que l'on possède* [2]?»

Cette citation de Marc-Aurèle pourrait nous permettre également de réfléchir sur les enseignements des doctrines religieuses qui se reposent de préférence sur le *passé* et l'*avenir*, et qui n'aident pas leurs adeptes à bien profiter – *au sens noble et moral* – de l'« *instant présent* », comme le chante le nonagénaire Charles Aznavour. Et le monde devient pour ces sectes-là une sorte de « *purgatoire* » où les « *croyants pauvres* » souffrent jusqu'à la mort avant d'accéder à la « *Cité de Dieu* » admirablement défendue par Augustin d'Hippone dit saint Augustin qui, pourtant, nous commande d' « *aimer et de faire ce que nous voulons*. » Naturellement, sans que nos actes soient préjudiciables à autrui.

Épicure, le fondateur de l'École du Jardin, nous laisse aussi sa conception philosophique de la vie au temps présent : « *C'est pourquoi la sagesse est elle-même plus précieuse que la philosophie, elle qui engendre toutes les autres vertus et qui nous enseigne comment il n'est pas possible de vivre avec plaisir sans vivre sagement, honnêtement et justement, ni vivre sagement, honnêtement et justement sans vivre avec plaisir. Les vertus sont en effet connaturelles au plaisir de vivre, et le plaisir de la vie en est inséparable.* »

Les puissants « *seigneurs* » de la mondialisation nous volent notre « *présent* » par lequel ils s'enrichissent impunément, et nous offrent un avenir truffé de rêves, d'*incertitudes,* d'*utopies* et de désillusions. Comme soulagement à leur situation de *privations extrêmes*, les indigents hériteront en tout et pour tout la « *vie éternelle* »!

Le monde est « *entré sous le signe du mal et du malheur* » comme l'aurait signifié John Steinbeck dans *Rue de la Sardine*. Comment parviendrait-on à remonter les êtres humains des *abysses de la bêtise* et à l'extirper de la *finitude de l'absurde* ?

Dans L'exil et le royaume, Albert Camus fait dire à son « *renégat* » mutilé : « *On m'avait trompé, seul le règne de la méchanceté était sans fissures, on m'avait trompé, la vérité est carrée, lourde, dense, elle ne supporte pas la nuance, le bien est une rêverie, un projet sans cesse remis et poursuivi d'un effort exténuant, une limite qui n'atteint jamais,* ***son règne est impossible****. Seul le mal peut aller jusqu'à ses limites et régner absolument…* »

John Steinbeck constate luimême, encore dans *Rue de la Sardine,* que « *le culte de la vérité a peu de fidèles, et la vérité peut être une dangereuse maitresse*.»

Difficile d'imposer la *vérité* au *mensonge*. Celui-ci a pour corollaires la *haine*, la *méchanceté*, l'*amoralité*, la *dépravation*, la *corruption*, enfin tous les « *sept péchés capitaux* » qui rapprochent les « salauds » du *royaume des esprits malins*. La puissance du *mensonge* condamna l'innocence lumineuse de Socrate, jusqu'à lui empoisonner le sang et lui bloquer le cœur. Le *mensonge* décapita Cicéron, sectionna ses mains, fit taire sa voix qui s'élevait à la défense de « *sa vérité* ». Jésus-Christ lui-même, qui se disait être le *chemin*, la *vérité* et la *vie*, succomba sous les coups audacieux du *mensonge blasphémateur*. Que peut-on contre ce *monstre sans âme*, sans *conscience*, ce *fléau sans élan de commisération*, surtout lorsqu'il sied au plus haut sommet de l'État, lorsqu'il détient le *pouvoir discrétionnaire sur la vie et la mort*. Le *mensonge* trancha le cou de Thomas More, fit rouler sa tête sur les pieds d'un bourreau impassible.

Le *mensonge* est trop fort pour les *faibles*, les *pauvres*, les *misérables*, les *honnêtes gens*, pour les *individus* comme vous et moi qui avons appris à être corrects avec nos semblables, qui plaidons pour le respect des *droits de la femme*, de l'*enfant* et du *vieillard*, qui croyons que l'*injustice sociétale* doit être combattue par tous les moyens, qui nourrissons le *vœu sacré* que les biens de la terre, *patrimoine commun,* soit profitable à tous, quels que soient sa *race*, sa *couleur*, sa *religion*, son *origine familiale*, son *pays*, son *quartier*… Mais faut-il pour autant abdiquer son *honneur*, son *courage*, sa *fierté* devant la *plénipotentiarité du mensonge* ?

Nous n'oublions jamais les paroles que nous avons notées en visionnant tout jeune le film *Alexandre Le Grand* de Robert Rossen, interprété par Richard Burton : « *Les hommes endurants et téméraires accomplissent de grands exploits ; qu'il est merveilleux de vivre courageusement et de mourir en laissant derrière soi une renommée éternelle.* »

Spartacus, l'esclave thrace, qui travailla dans les mines libyennes et qui se révolta contre ses « *maîtres* », savait qu'il menait *l'impossible combat*. Que pouvait une bande de gladiateurs entraînés à mourir dans l'arène contre les unités des armées de Rome rompues à toutes les stratégies et les techniques raffinées de la guerre? Mais entre se laisser massacrer sans combattre et mourir en combattant, les 6 000 esclaves crucifiés le long des 500 km de la *Via Appia* avaient refusé de continuer d'être les « *biens négociables et exploitables* » du *proconsulat romain*. C'est ce que nous appelons nousmêmes « *Mourir pour Vivre* ».

Toussaint Louverture croisa un Crassus sur son chemin, il fut assassiné lâchement, mais il survécut. Souvenons-nous des paroles d'Épictète : « *Homme, examine d'abord en quoi consiste l'affaire. Ensuite, entreprends de connaître ta propre nature : es-tu capable de pareil projet? Désires-tu t'engager dans l'épreuve du pentathlon ou dans la lutte? Regarde tes bras, tes cuisses, tes reins. Car chacun, par nature, est taillé pour une tâche différente*.»

En 1804, Jean-Jacques Dessalines réussit glorieusement là où échouèrent Spartacus en l'an 71 av. J.-C, et Toussaint en 1802. Cependant, les trois personnages légendaires se plaçaient parfaitement à la hauteur des *responsabilités historiques* que la vie leur incomba. Comme affirma Sénèque dans sa lettre à Lucius: « *Le destin conduit celui qui consent, celui qui refuse, il le traîne*. »

Le prophète Samson vainquit ses ennemis, parce qu'il eut accepté le sort tragique de disparaître dans la mort avec les Philistins qui le mutilèrent, le raillèrent, l'humilièrent. Parfois, la « *cause* » exige que les « *sacrifiés* » s'*autodétruisent* pour *détruire* les « *sacrificateurs* » des *temples maudits*. Dieu seul savait combien le sacrifice du « nazir », le fils de Manoach, aurait servi d'« *exemple radical* » de stratégie offensive dans les conflits qui ont déchiré le XXe siècle et qui continuent de bouleverser l'époque actuelle. Certains diraient même que Samson aurait été le père du « *kamikazisme* ».

L'anéantissement du « *Capital* » doit demeurer le souci majeur des milliards de *salariés* de la terre. Au nord et au sud, comme Iphigénie, ils se laissent immoler sur l'autel de la *cupidité impériale et hégémonique*. Sans se révolter. Agamemnon ne fut pas allé à Troie, selon la légende homérique, avec mille navires, pour venger et réparer l'honneur de son frère Ménélas, et reprendre la pétillante Hélène que le prince Pâris avait enlevée. Le roi de Mycènes était plutôt intéressé par les richesses de la cité du sage Priam. Le commandement de l'armée achéenne servit de prétexte à ses intentions d'exterminer les Troyens pour piller leurs trésors. Le mouvement de *délocalisation des multinationales* dans les régions nécessiteuses de la planète, tel que nous l'observons avec l'économie globalisée, suit la même volonté qui animait l'esprit de destruction, de vols et de rapines relevé dans les comportements maléfiques des fils d'Atrée, d'Ulysse et d'Achille. Cette logique se mesure à l'aune de l'asservissement des populations vulnérables par le pillage organisé, l'esclavage moderne et l'aliénation sociale. Roger Garaudy, dans *Parole d'homme*, témoigne : « *Dans la réalité quotidienne où j'étais né et où je n'avais pas de vies militantes, je voyais, par milliers, des vies broyées par le travail et le besoin.* »

Et l'écrivain gauchiste reprend à son compte l'observation de Marx dans *Le Capital* : « *La peur de perdre son pain et celui de ses enfants enchaîne plus fortement l'ouvrier au char du capital que le marteau d'Héphaïstos ne rivait Prométhée aux rochers de Caucase*. »

Les ouvrières et ouvriers, les travailleuses et travailleurs, les paysannes et paysans s'aliènent dans les usines de sous-traitance, s'épuisent dans les latifundia afin de se prémunir contre une mort lente occasionnée par la *faim* et la *soif*. Et la phrase lyrique qui revient sur les lèvres: « *J'ai une famille à faire vivre*. » Comme si la « *vie* » se résumait à d'exécrables conditions qui triturent le cerveau, qui bloquent le système *somesthésique,* et qui provoquent des *troubles psychologiques ou psychiatriques* dans l'environnement intrasociétal.

suite à la page(18)

The Real Crimes of Guy Philippe

Selections from "Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti" - Part 3 of 3

By Jeb Sprague

This series' first two parts detailed the 2000 coup attempt by paramilitary leader Guy Philippe's clique of police officers – the "Ecuadorians" – and their flight to the Dominican Republic, where they built the *Front pour la Libération et la Reconstruction Nationales* (FLRN) with the help of Dominican authorities. The FLRN's goal was the overthrow of the elected government of President Jean-Bertrand Aristide. This third and final installment takes excerpts from Chapters 4, 5, and 6, which layout the crimes committed during the FLRN's war against Haiti's democracy from 2001 to 2004. We have put killings and other crimes in bold. We have also removed footnotes due to space restraints of our print edition.

For a more complete account of the 2004 coup, readers are encouraged to obtain Sprague's "Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti" (Monthly Review Press), which is available in bookstores and online.

Kim Ives, Haïti Liberté

By February 2001, leading figures of the [opposition front Democratic Convergence] CD were openly calling for the Bush administration to topple Aristide and reinstitute the military, arguing that the CIA should train and equip Haitian officers exiled in the neighboring Dominican Republic to do it. (...)

It was in the Dominican Republic that Guy Philippe and his comrades were able to recruit other former-FAd'H [Armed Forces of Haiti] and paramilitaries. Philippe said he recruited Rémissainthe Ravix in May 2001, after he had been introduced to him by [FRAPH death squad co-founder] Louis-Jodel Chamblain. A wanted criminal in Haiti and former sergeant in the FAd'H living in exile in Santo Domingo, Ravix would serve as one of the most hardened and murderous leaders of the FLRN.(...)

The second-in-command of Haiti's National Palace security force (USGPN), Youri Latortue, a former officer in Haiti's disbanded army, remained in close contact with the plotters. During the early stages of the insurgency, Latortue still held a high-ranking position in the police force. According to one former Haitian police official I spoke with, Latortue had the ability to tip off the insurgents as to the government's preparedness and countermeasures. He was able to "strengthen his own people, his sympathizers and informants within the police." (...)

JULY 28: ATTACK ON HAITIAN POLICE ACADEMY

With little time to breathe and make progress, Aristide, just five months into his presidency, was in the early morning hours of Jul. 28, 2001, confronted with the paramilitary seizure of Haiti's National Police Academy in Pétion-ville. Six heavily armed gunmen, dressed in uniforms of the disbanded Haitian Army (FAd'H), entered the premises at 2:00 a.m. and held a large group of cadets at gunpoint as they sought to gather up the compound's stored weaponry. The paramilitaries aimed to (1) better arm themselves, (2) remove the HNP's heavy weaponry, and (3) disrupt loyalists in the police force who were attempting to build a security apparatus capable of enforcing the rule of law. (...)

But three veteran HNP officers who had been on duty that night had decided to sleep in the barracks, too tired to drive home. When the paramilitaries attacked, these three officers helped to lead a close-quarters counterattack. After a tense five-hour standoff, the paramilitaries escaped the premises, but **they had killed Jean Eddy Cantave, police commissioner and administrator of the National Police Academy, and police cadets Lourdes James Bazemar and Michel Milfleur. Seventeen other cadets had been wounded.** A government investigation explained how one well-placed source "reports that there were three [paramilitary] groups involved in the operation, one to attack targets outside of Port-au-Prince, one for the Police Academy, and the third for an unknown downtown target. He understands that the plan was for the Academy force to strike first, to neutralize the SWAT team, before the others attacked. Apparently the downtown team abandoned the attack when the Academy attack failed." (...)

Just one hour after the gunmen escaped from the academy, either they or another group of paramilitaries attacked the lone police station in Mirebalais, a town about 37 miles northeast of Port-au-Prince. One police officer was able to escape into a ravine **while another was murdered.** "The attackers destroyed all means of communication and took all the guns and ammunition they could find," reported an OAS [Organization of American States] delegation. An OAS commission later reported that four police officers stationed at the entrance to the town of Hinche exchanged fire with them. Overpowered, three of the policemen abandoned their weapons and surrendered, while **the fourth officer was shot and killed.** Storming three provincial towns on their way out of the country, the paramilitary gunmen shouted, "Long live the army!"(...)

That same day, Jul. 28, ex-FAd'H paramilitaries shot up Belladères, a small town in the Central Plateau. After firing weapons into the air and killing one woman, the gunmen briefly took over the town, as local authorities fled. A handful of locally influential opposition and former FAd'H chiefs lived in Belladères and locals suspected them of helping the gunmen. That morning a gunman spoke on a local Belladères radio station, *Rotation FM*, calling for former members of the FAD'H to join them, declaring that they were fighting for the return of the military and to "take back their barracks."

By midday a government helicopter circled above Belladères. Four hours later, "helicopters landed in a football field at the entrance to the town. Members of the SWAT team disembarked from the helicopters and made their way into the town." The gunmen quickly withdrew. According to Bel Angelot, General Director of the Interior Ministry: "The former soldiers in their raid took many weapons from the Haitian police and **killed some police officers as well.** I remember on Jul. 28, 2001, **they killed Jean Eddy Cantave, an important instructor for the police.** He was a good man. But the government could provide little reaction; the rebels came from the Dominican Republic and following their attacks they would go immediately back into the Dominican Republic..." (...)

ASSAULT ON THE NATIONAL PALACE

In the early morning hours of Dec. 17, 2001, a group of pickup trucks crammed with paramilitaries weaved their way down the hills toward the National Palace. Bolted onto each of the three truck-beds were .50-caliber Browning M2 heavy machine guns. The team of paramilitaries was set to launch a direct assault on the National Palace, the most serious attempt at overthrowing Haiti's infant democracy since its restoration in 1994.

Moving past the National Penitentiary, just blocks away from the National Palace, gunshots were exchanged with prison guards at their posts. In the dead of night, the paramilitaries reached the edge of the palace grounds and took up positions along the northern and western sides of the palace. As a group of gunmen climbed over the fence the three pickup trucks entered the palace grounds after bringing down the west gate with explosives. The operation appeared to have come straight out of a U.S. Special Forces textbook.



On Jun. 23, 2002 in Hinche, the FLRN killed five people at the home of Fanmi Lavalas local leader Cléonor Souverain, including his sister Rosita, 24, pictured above

Bright bursts of M2 bullets with an effective range of 2,000 meters echoed through the palace grounds, tearing through the few guard posts that circled the palace. "During the time that they occupied the palace, the assailants continuously fired with an M-50 machine gun mounted on one of the vehicles, as well as with many other military weapons such as Uzi, Galil and Fal," reported an OAS delegation later. Observers later found 2-inch-deep bullet holes in the palace walls. By 5:30 a.m., the palace was still occupied by the gunmen, who identified themselves over shortwave radio broadcasts as members of the FLRN. (...)

Within the palace grounds, a group of gunmen seized a large wing of the palace, which included the president's office. The palace windows were "shattered and [the] walls riddled with bullets." Social justice activist Michelle Karshan (who served as foreign press secretary for both the Aristide administrations as well as the first Préval administration) gave a detailed description: "Some of the commandos shot at the glass doors that enter into the reception area of the National Palace and shot at the official framed photograph of President Aristide, which hung on the wall behind the reception desk. They tore off the door on the wooden cabinet where visitors' cards of identification are stored. They tried to break into some of the rooms on the ground floor, which in the past under the former military may have been used as weapons depots. The rooms on the ground floor are covered with metal doors, which are closed with large padlocks. Two administrative offices were entered after the commandos shot off the padlocks and shot up the glass doors leading into the rooms. (...) "

Guy Philippe, a ringleader of the conspiracy, did not take part in the raid, choosing to stay behind Dominican lines. Instead, Rémissanthe Ravix, another former member of the military, led the assault, and a well-placed friend of Philippe's, Youri Latortue, was among those providing Philippe's men with knowledge of the palace's security. According to OAS officials, the "penetration of the National Palace was carried out because of the weak security measures that day, as well as complicity within the National Police by officers who passed on information. The attackers knew of the weakness of the situation of the guards in charge of security at the National Palace." By attacking at night, they avoided being met by a mass mobilization from the slums as had Roger Lafontant's men who had attempted a palace takeover ten years earlier. (...)

When the CIMO, Haiti's elite urban police combat unit, began the counter-assault that would retake the National Palace, they entered by way of the Caserne Dessalines barracks. They killed a gunman later identified as Chavre Milot, a member of the former Haitian military. He had in his possession $1,000 and, significantly, documents identifying him as a Dominican national. A joint commander of the assault, Milot had insider knowledge of the Palace, having served in the Special Unit of the Presidential Guard (USGPN) and had worked in the USGPN until the inauguration of Aristide's second administration in February 2001. (...)

As government forces converged on the palace, the assailants fled. "They shot their way out and were shooting into the streets as they took off and drove toward Avenue John Brown," along which the office of the United Nations and other international organizations were located. The Associated Press reported, "A pickup truck, apparently carrying some of the gunmen, sped out of the palace in the morning and escaped, national radio reported. The men in the truck shot and **killed two passers-by** as they fled, witnesses said."

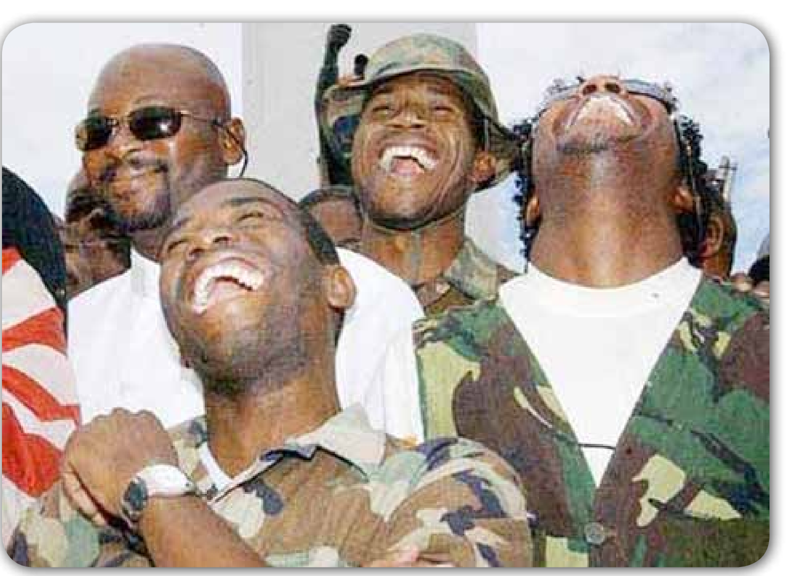
In a last-ditch effort to regain the upper hand, the gunmen swerved down roads leading to Aristide's walled home in Tabarre, but when they encountered heavy gunfire, they turned and fled the city. Aristide's presidential security force was in the vicinity of his home. Police fired at the paramilitaries in the Thomazeau neighborhood (in the country's Western Department, near Port-au-Prince), damaging one of the attackers' vehicles. ... **Two policemen, Théogène François and Romain Jean Eustache, had been killed and another six were wounded.** (...)

PARAMILITARY VIOLENCE IN THE CENTRAL PLATEAU

The new strategy of the paramilitaries plotting from Santo Domingo was to engage in a broader and more sporadic series of assaults, a war of attrition, as the civil and political opposition within the country launched its own wave of demonstrations. The paramilitaries targeted the FL [Lavalas Family] government, Haiti's security forces, and the popular movement that had propelled Aristide into office. As this larger destabilization campaign took shape, the armed rightist insurgency was vital for its success: "In a country like Haiti, a small but properly equipped paramilitary force can easily overwhelm isolated rural police stations and terrorize rural populations; the effort to develop some means of defending itself can then easily ruin an already impoverished regime." (...)

On Apr. 30, 2002, ex-FAd'H paramilitaries reappeared near the Dominican border in the rural town of Belladère, and **executed FL coordinator Jean Bouchette** at the police station. Leading the new wave of attacks was Clotaire Jean-Baptiste, also known as "Tyson," whom Guy Philippe had put in charge. *Radio Métropole* reported "Bouchette was shot dead following an operation by a group of unidentified bandits" and a "public building was burned down and several firearms disappeared from the police station in Belladère." Special units of Haiti's police force were quickly deployed, and government investigators were sent into the area.

On Jun. 23, the paramilitaries returned across the border and **murdered family members and friends of Cléonor Souverain, another FL coordinator in Belladère. The five young victims were forced to lie face down and were machine-gunned.** The victims were Rosita Souverain, 24, Nathalie Souverain, 17 (killed with two bullets in the vagina), Mimose Brizard, 38 (a friend of the family), and Dubuisson Brizard, the 35-year-old brother of Mimose. Also murdered was Louis Albert Ramil, 14. Cléonor, who was not at home when the paramilitaries carried out the killings, remembers that day vividly: "It was one o'clock in the morning when they came in order to kill me. Guy Philippe led them. The others were Rémissanthe Ravix, Clotaire Jean-Baptiste, Bell Panel, Voltaire Jean-Baptiste, and Édouard Casimir, all members of the rebels hiding across the border. They did not find me but they killed five people in the house. The killers were outside and yelled at my family to come out of the house. They heard shots and were scared. They were shooting gunfire into the air, so my family ran outside. They were immediately asked to lie on the floor. All of the rebels participated. Seven people in total were sleeping in the house. Only my mother and nephew survived. Today my mother is mentally disturbed while my nephew, the son of my sister, Bertrand Roussaine, received a bullet in his chest exiting through his back damaging his spine. Today he is paralyzed and lives in a wheelchair." (...)



Guy Philippe (foreground) and other paramilitaries laughing after capturing Cap Haïtien in February 2004. "In the days following the takeover, FL supporters claimed that hundreds of their partisans in Cap-Haïtien were killed as 'activists and their families were rounded up and stuffed into shipping containers then left to die...'"

Souverain presented a list of **more than 30 who were killed just in Pernal and the surrounding region, among which were the assistant mayor of Savanette, Mr. Amongue Céna, and several well-known individuals who disappeared.** Others attended to discuss how they lost their businesses and homes to the ex-military attacks. They said they felt much of the violence was due to their supporting the constitutionally elected government of former president Jean-Bertrand Aristide. (...)

Another wave of attacks began on Nov. 28, 2002, when a **justice of the peace, Lozama Christophe,**

suite à la page(15)

La Libye libérée ? Un bilan catastrophique !

Par Majed Nehmé

Un grand dossier consacré à la Libye : un entretien réalisé par Majed Nehmé avec le géo-politologue Patrick Mbeko.

Majed Nehmé : Qu'est-ce qui vous a conduit à consacrer une enquête de plus de 600 pages à la Libye en général, et à Mouammar Kadhafi en particulier ?

Patrick Mbeko* : Je dirais le souci de comprendre ce qu'il s'est véritablement passé en Libye, en 2011. La déstabilisation de ce pays par les pays de l'Otan, et aussi l'assassinat de son leader charismatique, le colonel Mouammar Kadhafi, qui s'en est suivi, qui était, à mes yeux, un crime de trop méritant une attention particulière. D'autant plus que la couverture médiatique me paraissait biaisée. En suivant la plupart des médias occidentaux et leurs « experts », on a l'impression qu'il n'existe plus d'événements politiques, géopolitiques et géostratégiques en fonction desquels les sujets d'une histoire se déterminent.

Le Guide Libyen le colonel Mouammar Kadhafi assassiné en 2011

Or, connaissant les intérêts et les enjeux qui sous-tendent la plupart des conflits armés en Afrique, on ne peut s'empêcher de questionner les motivations profondes et la « générosité-spectacle » des pays de l'Otan à l'égard du peuple libyen. Comment croire en la défense des droits de l'homme et de la démocratie en Libye quand on soutient des dictatures en Afrique et ailleurs ? Pourquoi se précipite-t-on pour intervenir militairement en Libye afin de sauver une population prétendument en danger, quand on choisit de soutenir en même temps la répression de manifestations pacifiques au Yémen et au Bahreïn ? Pourquoi l'Otan n'est-elle pas intervenue en Tunisie et en Égypte où la répression des manifestants a fait beaucoup plus de victimes qu'en Libye ? Qu'est-ce qui pouvait bien motiver l'empathie soudaine des responsables politiques occidentaux pour les Libyens quand on sait qu'ils ont toujours été indifférents au sort des populations martyrisées dans les monarchies obscurantistes du Golfe alliées de l'Occident ?

Toutes ces interrogations, aussi simples qu'essentielles, n'ont trouvé aucune réponse dans le traitement médiatique de la crise libyenne ; elles ne semblent même pas avoir effleuré l'esprit des journalistes. Voilà pourquoi j'ai décidé de mener ma propre enquête pour trouver des réponses aux interrogations précédemment formulées ; il fallait enquêter sur différents aspects de la crise libyenne, chercher à comprendre ce qui se cache derrière la prétendue motivation humanitaire brandie par les pays de l'Otan pour envahir la Libye et tuer celui qui la dirigeait depuis près de 42 ans.

Majed Nehmé : Six ans après ce qu'on a appelé le « printemps arabe », est-il temps de dresser le bilan de cette insurrection, suivie d'une intervention militaire étrangère ?

Patrick Mbeko : Le moins que l'on puisse dire est que le bilan est catastrophique. En sept mois, les forces de l'Otan ont détruit ce que les Libyens ont mis 42 longues années à bâtir au prix d'énormes sacrifices. Le pays est sous le contrôle théorique de deux gouvernements qui se disputent la légitimité. L'industrie pétrolière, comme toute l'économie libyenne, est sens dessus dessous. La « Libye libérée » n'est plus que l'ombre d'elle-même ; elle est plongée dans un chaos sans fin : anarchie, enlèvements, assassinats… Les milices triomphent de l'État et nombre d'entre elles ont décliné les offres visant à les intégrer dans une armée nationale. Les autorités sont donc obligées de s'appuyer sur des milices qui leur sont loyales par moments, mais qui se retournent contre elles lorsque leurs intérêts sont menacés. Les bandes armées rivales s'affrontent régulièrement pour le contrôle des points stratégiques.



La police islamique de Daesh sillonne les rues en Libye

Du fait des violences et de l'insécurité persistante, les ambassades et organisations internationales opèrent depuis la Tunisie voisine, et les multiples coopérations techniques bilatérales signées dans l'euphorie « post-révolutionnaire » avec les pays occidentaux sont à l'arrêt. Ce pays autrefois prospère est passé de terre d'accueil pour des millions de migrants à pays de départ d'une migration incontrôlée et incontrôlable vers l'Europe. Il s'est transformé en un laboratoire où se préparent les cauchemars de demain dans plusieurs régions du monde, notamment au Moyen-Orient et dans le Sahel. La Libye est devenue exportatrice d'armes et de chaos vers le Maghreb, le Sinaï, le Mali et la Syrie, pour ne citer que ces quelques cas.

Majed Nehmé : Quels sont les effets à long terme du chaos libyen sur le Maghreb et sur le Sahel ? La contagion est-elle inévitable ?

Patrick Mbeko : Les effets du chaos libyen se font déjà sentir dans la région. On peut penser à la déstabilisation du Mali, ou encore aux sanglantes attaques djihadistes de Ben Guerdane, lesquelles constituent un spectaculaire débordement du chaos libyen dans cette région limitrophe du sud-est tunisien. L'Algérie a subi de nombreuses incursions de djihadistes sur son territoire depuis la Libye. L'attaque du site gazier d'In Amenas, en janvier 2013, est un exemple parmi tant d'autres. Au Maroc, pays pourtant le plus éloigné de la Libye, les Forces armées royales (Far) ont déployé un dispositif robuste (missiles sol-air, batteries de défense anti-aériennes…) pour s'assurer de la sécurité des lieux stratégiques. Le moins que l'on puisse dire est que les responsables maghrébins sont sur les dents. Étant donné que la Libye s'est constituée en base régionale du djihadisme, les risques d'une déstabilisation totale de l'espace sahélo-saharien et du Maghreb à partir de ce pays sont bien réels. Un tel chambardement, s'il survenait, pourrait engendrer des conséquences inattendues, dont l'éclatement de plusieurs États de la région.



La « Libye libérée » n'est plus que l'ombre d'elle-même ; elle est non seulement plongée dans un chaos sans fin : anarchie, enlèvements, assassinats mais son champ pétrolier exploité par les firmes pétrolières occidentales tels que TOTAL, Exxon, Shell et autres…



Le géo-politologue Patrick Mbeko

Majed Nehmé : On parle de plus en plus d'un éclatement définitif de la Libye. S'agit-il d'un scénario fantaisiste ou d'une évolution irréversible ?

Patrick Mbeko : C'est un scénario qui est loin d'être fantaisiste. Doit-on pour cela dire qu'il est irréversible ? Je ne crois pas. Tout dépend des Libyens. Ce qui est sûr cependant, c'est que certains pays occidentaux ne verraient pas d'un mauvais œil l'éclatement de ce grand pays nord-africain. Des projets de démembrement existent dans certains cartons à Washington et Tel-Aviv. Nous savons également qu'en 2011, les Français et les Britanniques avaient uni leurs efforts afin de créer dans l'est de la Libye une zone semi-autonome. L'objectif était de diviser le pays après l'effondrement du régime Kadhafi. Malgré la multiplication des milices, plus ou moins importantes, qui sont rattachées à une ville, à un chef local ou à un groupe tribal, tels les Berbères (qui revendiquent la reconnaissance de leur identité), les Touaregs (qui réclament une citoyenneté à part entière) ou les Toubou (qui voudraient former un gouvernement du Sud libyen) – et cela sans compter la déclaration d'autonomie de la Cyrénaïque, en 2012, par un groupe fédéraliste –, la Libye tient toujours debout. Mais pour combien de temps ? Seuls les Libyens nous le diront.



L'ancien président français Nicolas Sarkozy et le président libyen le colonel Kadhafi

Majed Nehmé : Comment expliquez-vous l'autisme de la France, de Sarkozy à Hollande, qui refuse de reconnaître sa responsabilité dans cette catastrophe géopolitique ; alors que les États-Unis d'Obama et le Royaume-Uni, autres complices de cette agression, ont admis leurs erreurs ?

Patrick Mbeko : C'est une posture propre aux États impérialistes. Dans leur entendement, la destruction de la Libye est une œuvre salutaire. Je ne pense pas que les Américains qui, faut-il le rappeler, coordonnaient les opérations, voient les choses autrement. Vous remarquerez que les États-Unis de Barack Obama et le Royaume-Uni, tout en admettant des « erreurs », ont tout de même estimé que l'intervention militaire avait sa raison d'être. En outre, il n'y a pas de grande différence entre la posture de la France et celle du bloc anglo-américain. Tous ces pays se félicitent d'avoir renvoyé la Libye à l'âge de la pierre et d'avoir assassiné son Guide au nom de la démocratie. L'enfer aussi est pavé de bonnes intentions, dit-on.

Majed Nehmé : Il y a de plus en plus d'indices accusant l'ancien président français d'avoir touché de pots-de-vin de la part de Kadhafi. Quel était l'intérêt du leader libyen de financer son futur assassin ?

Patrick Mbeko : En finançant Nicolas Sarkozy, le colonel Kadhafi s'attendait à un retour d'ascenseur de la France. Il était convaincu que Sarkozy, président d'un des pays membres du Conseil de sécurité de l'Onu, allait devenir le porte-voix ou le défenseur de la cause libyenne dans plusieurs dossiers internationaux. Pour le dirigeant libyen, ce financement était un investissement sur l'avenir. Il avait certainement oublié ce conseil du président ghanéen Kwame Nkrumah au leader nationaliste congolais Patrice Lumumba, dont le pays était alors déstabilisé par la Belgique et certains de ses alliés de l'Otan, au lendemain de son accession à l'indépendance : « *Je ne fais confiance à un colonialiste ou à un impérialiste que lorsqu'il est mort.* »

Majed Nehmé : L'Afrique aura été la grande perdante de l'assassinat de Kadhafi. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi et comment ?

Patrick Mbeko : Presque tous les diplomates africains que j'ai interviewés dans le cadre de cette enquête m'ont dit que Kadhafi était un personnage « haut en couleur », un homme « assez spécial » qui n'hésitait pas à bousculer les normes établies. Ils ont, cependant, unanimement reconnu que la cause africaine lui tenait beaucoup à cœur. La Libye de Kadhafi est devenue, au début des années 2000, le fer de lance d'un mouvement destiné à renforcer l'unité et l'indépendance politico-économique du continent africain. « *L'Afrique, c'est une question de vie ou de mort* », répétait souvent le Guide libyen, selon son secrétaire particulier Béchir Saleh. Le colonel Kadhafi a promu le panafricanisme jusqu'à son paroxysme. Il a financé sans compter l'Union africaine – qui a d'ailleurs vu le jour, en 1999, à Syrte, sa ville natale – et a payé régulièrement les cotisations en retard de certains États membres auprès des organisations africaines.

Kadhafi n'hésitait pas non plus à injecter ses pétrodollars dans le développement de l'Afrique. Les investissements libyens touchaient une trentaine de pays africains dans divers domaines. En outre, la Libye a investi en Afrique plus que toutes les institutions financières occidentales réunies (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Club de Paris, etc.). Avant d'être assassiné, Kadhafi avait proposé la création de trois organismes financiers : la Banque africaine d'investissement, le Fonds monétaire africain et la Banque centrale africaine qui devraient contribuer à asseoir l'émancipation monétaire et financière de l'Afrique.

Sur le plan politique et sécuritaire, il s'est montré farouchement opposé à l'implantation de l'Africom, le commandement militaire américain pour l'Afrique, sur le continent. En bref, la Libye de Kadhafi était quasiment devenue la « mère protectrice » de l'Afrique, m'a confié le conseiller d'un chef d'État. Avec la disparition du dirigeant libyen, c'est tout le processus d'émancipation politico-économique du continent africain amorcé par le Guide qui a subi un coup dur.

Majed Nehmé : Pourquoi l'Union africaine ne s'est-elle pas opposée plus vigoureusement à cette guerre ?

Patrick Mbeko : Deux mots décrivent le mieux la position de l'Union africaine dans l'affaire libyenne : peur et lâcheté. Plus encore, l'organisation panafricaine a été incapable de parler d'une seule voix : trois pays de

suite à la page(16)

WITH OUR LARGE SELECTION OF INVENTORY, WE ARE SURE TO HAVE A VEHICLE TO FIT YOUR NEEDS & BUDGET!

Venezuela: Un défi à assumer "la convocation d'une Assemblée nationale constituante"!

La proposition de convocation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) faite récemment par le président Nicolás Maduro a provoqué une énorme polémique. Et comme cela se passe souvent, «l'opinion de la classe des travailleurs et travailleuses est celle que l'on connaît le moins». La Commission de presse du mouvement En Luchas a donc demandé à la journaliste Aurora Gutiérrez de réaliser cet entretien afin de faire connaître ce que pense le courant En Luchas à propos de cet appel à l'ANC.

Aurora Gutiérrez s'est entretenue avec un des membres de cette organisation, militant syndical et politique de longue date au Venezuela. Ce courant socialiste-révolutionnaire est entré dans le PSUV lors de sa création pour y défendre ses positions. Ce qui s'est révélé plus que difficile. Il a d'ailleurs été l'objet de diverses mesures politiques répressives. La position politique de Pérez Borges doit, dès lors, être lue à partir de cette trajectoire et de son analyse du potentiel populaire s'exprimant encore non seulement dans les structures de base – ce qui est partagé par divers courants – mais aussi dans le PSUV, en tant que «parti». Ce dernier point est sujet à des opinions différentes parmi des socialistes révolutionnaires qui le considèrent comme «un parti-Etat».

Aurora Gutiérrez(AG): Croyez-vous que cette proposition d'Assemblée nationale constituante soit la solution face à la grave crise que traverse le pays?



Stalin Pérez Borges du mouvement ''En Luchas"

Stalin Pérez Borges (SPB) : Bien sûr qu'en soi ce n'est pas une solution. Cette initiative doit être accompagnée d'un ensemble de propositions et de mesures d'urgence économiques qui permettent d'apporter une solution au problème de la pénurie de biens, des prix élevés et du pouvoir d'achat des salarié·e·s. Et en même temps, il faut bien sûr aborder le problème de la crise politique et faire cesser immédiatement la spirale de violence qui s'est élevée à des niveaux très dangereux, ce qui nous a plongés dans en état de chaos et au bord d'une guerre civile.

Dans ce sens, cette ANC peut être un instrument permettant d'ouvrir un espace de débat (un débat qui actuellement n'existe pas) entre tous les secteurs sociaux, afin de trouver le chemin du vivre-ensemble ainsi que les mesures économiques, politiques et sociales qui font aujourd'hui défaut dans le pays. C'est en cela que cette convocation fait sens.

On peut bien sûr supposer que les députés néolibéraux et/ou social-démocrates proposeront des mesures correspondant à leur conception des choses. De leur côté, les travailleurs et secteurs populaires devront donc faire les propositions qu'ils estimeront, eux, en mesure de résoudre leurs problèmes réels. Et nous, les socialistes, proposerons des mesures permettant de s'engager effectivement sur la voie d'un véritable socialisme. Dans le cas particulier de notre courant En Luchas, nous considérons le socialisme comme étant la plus forte expression de la démocratie, comme un système dans lequel ce sont les travailleurs, les travailleuses et les secteurs populaires qui décident. Il est indispensable que cela se fasse sans bureaucratie ni capitalistes. Pour toutes ces raisons, indépendamment du motif pour lequel le président Maduro a convoqué cette Assemblée, nous acceptons le défi qui nous est posé et nous nous battrons pour que les députés qui y siégeront soient élus par les «bases populaires» et non pour les appareils partisans ou de l'appareil d'Etat.

AG: Au regard de cette nouvelle proposition d'Assemblée constituante, pensez-vous que la Constitution qui avait été approuvée en référendum par le peuple en 1999 soit devenue obsolète?

SPB: Bien sûr que non, ce qu'il s'agit de revoir, ce sont les «n?uds», les omissions et les failles qu'elle

suite à la page(14)

Venezuela : Ce que cache le Commandement Sud des Etats-Unis

Par Luis Delgado Arria

Le plus haut fonctionnaire des Etats-Unis pour l'Amérique latine a présenté le jeudi 7 avril dernier au Sénat un rapport avertissant que le Venezuela pourrait être un facteur de « déstabilisation » dans la région.

La vérité est que les Etats-Unis ont traditionnellement été et continuent à être le principal facteur de déstabilisation de la région et du monde et que le Venezuela a été et est le principal facteur de stabilité politique, économique et énergétique de l'Amérique du Sud.

Nous ne parlons pas de la geste indépendantiste lors de laquelle le Venezuela a offert, en échange de la gloire, du sang de ses grands hommes pour libérer celles qui sont devenues aujourd'hui cinq autres nations souveraines : la Colombie, le Pérou, l'Equateur, la Bolivie et ce qui est aujourd'hui le Panamá.

Nous ne parlons pas non plus du fait que le Venezuela n'a jamais entrepris, dans toute son histoire, une guerre autre que la guerre d'indépendance. Nous ne parlons pas du rôle de paix et d'union du continent que le Venezuela a joué pendant toute son histoire.

Le Venezuela a intégré pendant ces vingt dernières années un contingent de personnes déplacées pour des raisons économiques et politiques provoquées par l'impérialiste Plan Colombie estimé entre 6 et 8 millions de Colombiens. S'il ne l'avait pas fait, une grande partie de ceux-ci aurait été condamnée à la mendicité, à la délinquance, à la traite d'êtres humains ou éventuellement à la mort par inanition.

Sans compter les dizaines ou les centaines de milliers d'Argentins, de Chiliens, de Péruviens, de Boliviens et même de Brésiliens et de ressortissants d'Amérique Centrale et des Caraïbes que nous avons reçus au moins pendant plusieurs décennies après la bestiale attaque de la région qui s'est développée pendant le Plan Cóndor entre 1960 et 1990.

D'autre part, l'amiral Kurt Tidd affirmait récemment que « le Venezuela traverse cette année une période importante d'instabilité due à la pénurie généralisée de médicaments et de nourriture, à une incertitude politique constante et à l'aggravation de la situation économique».

La vérité est que l'instabilité que nous traversons est provoquée essentiellement par la force d'occupation déployée par les Etats-Unis grâce à l'utilisation de ses corporations transnationales, de ses protocoles et de ses actions de renseignement, de la formation, du financement et de l'entraînement de pseudo hommes politiques mercenaires et du paiement systématique de centaines de médias de masse mercenaires de désinformation et d'aliénation.

Ce qui est sûr, c'est que le Venezuela est soumis à la plus brutale attaque de guerre impérialiste de IV° génération. Comme le dit l'analyste géopolitique Rosso Grimau, la guerre de IV° génération est « une guerre diffuse dans laquelle l'impérialisme fait usage de tous les mécanismes d'attaque possibles contre les peuples du monde qu'il souhaite dominer pour exploiter leurs ressources ».

Le présupposé géopolitique central de l'hégémonie de l'empire a toujours été que toute colonisation économique impérialiste d'un pays ou d'une région soit précédée par le déploiement d'une force militaire capable de garantir la permanence dans le temps de son schéma de soumission.

Les relations de la Russie, de la Chine et de l'Iran avec les pays de la région ne représentent pas une menace pour les intérêts du pays du nord. Ce qu'elles représentent, c'est une certaine concurrence qui exigera de lui d'optimiser ses sacro-saints schémas de compétitivité du soi-disant « marché libre ». Ni la Chine, ni la Russie, ni l'Iran n'envisagent aujourd'hui d'être socialistes ou communistes. Ils jouent, et d'une façon extraordinaire, avec les règles du capitalisme.

Il est clair que ce que défendent les Etats-Unis est ce qu'ils considèrent comme leur zone économique exclusive : l'Amérique latine. C'est pourquoi, en dehors de leurs partenaires de l'Union européenne et du Japon, ils traitent toute concurrence internationale éventuelle comme des étrangers ou des ennemis.

Cette politique économique et commerciale expansionniste place l'offensive des Etats-Unis contre la région sur un plan d'antagonisme potentiellement militaire envers le reste du monde, ce qui a précédé toutes les guerres mondiales.

Le Pape François a raison quand il dit que nous vivons l'époque de la III° guerre mondiale mais par étapes.

Dans ce contexte, le prétexte politique et discursif de l'intervention est basé sur la crise humanitaire

suite à la page(18)

Vers un « printemps latino » ?



Au Venezuela, les États-Unis et le Royaume-Uni y préparent un « printemps », sur le modèle des « printemps arabes »

Par Thierry Meyssan

L'inquiétude grandit en Amérique latine : les États-Unis et le Royaume-Uni y préparent un « printemps », sur le modèle des « printemps arabes ». Bien sûr, il ne s'agira pas cette foi-ci de répandre la guerre en divisant les populations sur une ligne religieuse —les Latinos sont presque tous chrétiens—, mais d'utiliser des éléments d'identités locales. L'objectif serait pourtant le même : non pas remplacer des gouvernements par d'autres, mais détruire les États pour éradiquer toute possibilité de résistance à l'impérialisme.

Avec le temps, de nombreux leaders politiques dans le monde ont réinterprété les « printemps arabes ». Ce qui apparaissait comme des révolutions spontanées contre des gouvernements autoritaires est aujourd'hui perçu pour ce qu'il est : un plan anglo-saxon de déstabilisation de toute une région du monde pour y placer au pouvoir les Frères musulmans. Le souvenir de la « révolte arabe de 1916 », au cours de laquelle Lawrence d'Arabie souleva la région contre l'empire ottoman en faisant rêver les peuples de liberté pour finalement les asservir dans l'empire britannique, atteste que Londres en a le savoir-faire.

Il semble que les Anglo-Saxons préparent une nouvelle vague de pseudo-révolutions en Amérique latine. Tout a commencé avec un décret de Barack Obama, le 9 mars 2015, déclarant un état d'urgence au vu de la menace extraordinaire que la situation au Venezuela ferait peser sur les États-Unis. Ce document suscita une vague d'indignation dans le continent contraignant le président US a présenter des excuses lors d'un sommet international. Mais le décret ne fut pas annulé et les préparatifs d'une nouvelle guerre se poursuivirent.

À la différence du Syrian Accountabilty Act de George W. Bush (2003), le texte d'Obama sur le Venezuela est un décret présidentiel et non pas une loi. Par conséquent l'Exécutif n'a pas à rendre compte des préparations au Législatif. S'il a fallu huit ans aux Anglo-Saxons pour passer à l'acte dans le monde arabe en général et en Syrie en particulier, de nombreux éléments laissent à penser qu'il leur faudra moins de temps pour lancer un programme de destruction de l'Amérique latine.

Des troubles ont éclatés au Brésil, à l'occasion des Jeux olympiques, contre la présidente Dilma Rousseff. Celle-ci a été destituée à l'issue d'une procédure parlementaire, certes légale, mais totalement contraire à l'esprit de la Constitution. Ce coup d'Etat a été conduit sous le contrôle de la Banque centrale —dont le n°2 était un brésilo-israélien— par des députés dont beaucoup sont aujourd'hui convaincus de corruption. Les services de sécurité de l'État sont restés étrangement passifs pendant ce coup. C'est que, durant les Jeux olympiques, ils avaient été placés sous la coordination… d'experts israéliens. Actuellement, le nouveau président, le brésilo-libanais Michel Temer, est à son tour largement contesté.

La situation n'est guère meilleure au Mexique. Le pays est de facto déjà divisé en quatre. Le Nord connaît une forte croissance, tandis que le Sud est en pleine récession. Les dirigeants politiques ont vendu la société pétrolière nationale et toutes ses réserves, Petrobras, aux États-Unis (qui n'ont donc plus besoin du pétrole moyen-oriental). Seule l'armée semble encore croire en la patrie.

Exploitant des erreurs économiques du gouvernement, l'opposition vénézuélienne a réussi à rassembler quelques grandes manifestations pacifiques. Simultanément, elle a organisé de minuscules rassemblements extrêmement violents au cours desquels des policiers et des manifestants ont été tués. Créant la confusion, les agences de presse internationales donnent l'impression qu'une révolution a débuté contre les chavistes, ce qui n'est pas du tout le cas.

Ainsi, les trois principaux États latino-américains sont déstabilisés au même moment. Il semble que les néoconservateurs états-uniens anticipent une possible paix en Syrie et hâtent leurs projets latino-américain.

Vendredi, dans une allocution télévisée, le président vénézuélien Nicolás Maduro a mis en garde son peuple contre le projet anglo-saxon de « printemps latino ». Il a répétitivement et longuement cité les précédents libyens et syriens, devant un parterre d'intellectuels de la région, auquel, Syrien de cœur, j'étais associé. **Réseau Voltaire | Caracas (Venezuela)**

Le Département d'Etat USA finance les fausses informations contre le Venezuela !

L'establishment des Etats-Unis finance constamment des médias de presse et des journalistes étrangers en fonction de leurs plans d'intervention dans des pays essentiels pour leur contrôle politique mondial, comme le Venezuela.



Entre 2007 et 2009, le Département d'Etat a destiné au moins 4 millions de dollars à des journalistes en Bolivie, au Nicaragua et au Venezuela, par l'intermédiaire de la fondation Panaméricaine pour le Développement

Des organes du gouvernement comme le département d'Etat, le département de la Défense, l'USAID et la NED finançaient le « développement des médias » dans plus de 70 pays en 2008, en particulier des organisations non gouvernementales étrangères (ONG), des associations de journalistes, des médias d'information et des

suite à la page(14)

En hommage aux héros et martyrs de la Commune de Paris 21 mai-28 mai 1871

Par Frantz Latour

«Le cadavre est à terre, mais l'idée est debout»

Victor Hugo

En mars 1871, la faillite, voire la trahison des classes dirigeantes durant la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ainsi qu'un puissant réflexe républicain contre les dangers menaçants d'une restauration monarchique donnent lieu à un surasut patriotique au sein de la masse des travailleurs. Ainsi naît, le 18 mars 1871, la Commune de Paris, Le 28 mars 1871, elle est proclamée sur la place de l'Hôtel-de-Ville sous les acclamations de 200 000 Parisiens enthousiastes.

Cette Commune va devenir en fait une révolution ouvrière et populaire, qui, pour la première fois dans l'histoire, posera les bases d'un pouvoir prolétarien. Le Journal officiel du 21 mars 1871 rapportait en effet que «L'heure était arrivée pour eux [les travailleurs] de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques».

L'insurrection communarde vient en réponse à la décision du gouvernement d'Adolphe Thiers, le 18 mars 1871 de retirer aux parisiens leurs armes et leurs canons. Une provocation de la part de Thiers qui transforme une révolte en une révolution ouvrière. En 24 heures, le gouvernement et les troupes régulières se replient sur Versailles et abandonnent la capitale aux émeutiers. C'est le début de la Commune de Paris.

La révolution est très largement ouvrière par la massive composante de ses combattants. On sait que 84% des Communards arrêtés étaient des travailleurs manuels, et qu'au sein du Conseil général de la Commune il siégeait un fort pourcentage d'ouvriers, environ 30%. Toutefois, il s'agissait d'une classe ouvrière jeune, mal structurée, formée d'un mélange d'artisans et de prolétaires d'usine qui se lançaient ''à l'assaut du ciel'' d'un capitalisme en pleine ascension.

Sa naissance spontanée, le 18 mars, explique très largement son inexpérience, son isolement, ses rivalités paralysantes, d'autant qu'au sein de la Commune fraternisaient diverses tendances parmi lesquelles on peut identifier, entre autres courants de pensée politique et philosophique, des néo-jacobins, des proudhoniens, des néo-proudhoniens, des blanquistes, des bakounistes, des marxistes, des francs-maçons.

La Commune se veut une vraie démocratie: elle rappelle que "Les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables " (appel du 22 mars) ; et, le 24 mars : "Quand nous pourrons avoir les yeux partout où se traitent nos affaires, partout où se préparent nos destinées, alors, mais alors seulement, on ne pourra plus étrangler la République". La Commune tient à établir une démocratie directe reposant sur une citoyenneté active. Elle n'eut le temps de s'exercer qu'à l'échelle de la ville de Paris et durant quelque soixante jours. Elle recherche un gouvernement du , par le peuple et pour le peuple, avec des règlements autogestionnaires et des ateliers coopératifs qui se forment au niveau des entreprises que les patrons ont désertées.

La Commune ouvre la porte grande à la libération de la femme soumise à des siècles de phallocratie. La communarde tourne le dos aux conceptions proudhonistes adeptes de la femme au foyer. Louise Michel derrière les barricades à Montmartre et l'ouvrière relieuse Nathalie Le Mel, une bretonne de 45 ans, figurent parmi les égéries de la Commune.

Projets d'instruction pour les filles visant à affranchir les femmes des superstitions et de l'emprise étouffante de l'Eglise, le salaire égal à travail égal, la création de nombreux ateliers autogérés, l'officialisation de l'union libre constituent autant d'éléments de profond changement social à l'agenda politique de la Commune. Dans quelques quartiers, les élus appartenant à l'Internationale associent des femmes à la gestion municipale. Enfin, la Commune bannit la prostitution considérée comme une forme de "l'exploitation commerciale de créatures humaines par d'autres créatures humaines. "

La devise de Marx au bas du Manifeste communiste de 1848 : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" a été mise en pratique par la Commune. En effet, de nombreux étrangers participent à l'effort communard: des travailleurs immigrés, surtout Belges et Luxembourgeois; des Garibaldiens et des révolutionnaires qui cherchaient asile en France; plusieurs étrangers occupent une place dirigeante. Un juif hongrois, ouvrier bijoutier, Léo Frankel, siège au Conseil général de la Commune. Promu ministre du Travail, il inspire toute l'?uvre sociale de la Commune. Des généraux polonais, Dombrowski et Wrobleski, assument, au sein de la Commune, des commandements militaires. Elisabeth Dmitrieff, aristocrate révolutionnaire russe, dirige l'«Union des Femmes».

La Commune est aussi pionnière de l'éducation populaire. Elle instaure des cours publics, que Louise Michel évoquera avec enthousiasme : "Partout les cours étaient ouverts, répondant à l'ardeur de la jeunesse. On y voulait tout à la fois, arts, sciences, littérature, découvertes, la vie flamboyait. On avait hâte de s'échapper du vieux monde". La Commune rouvre bibliothèques, musées, théâtres. Les concerts donnés aux Tuileries sont très prisés. Un rôle important est dévolu à la Fédération des Artistes dont font partie Courbet, Daumier, Manet, Dalou, Pottier. Elle place en tête de son programme "la libre expansion de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous privilèges".



Non, La Commune n'est pas morte. Vive La Commune de Paris 1871!

Mais on sait que les forces conservatrices, obscurantistes, réactionnaires ont toujours veillé au grain de leurs intérêts de classe. Surtout, elles ont toujours eu une sacrée peur bleue des masses, des prolétaires, des travailleurs et travailleuses; des révolutionnaires; des vraies révolutions, comme notre victorieuse Révolution menée par Dessalines, la Révolution d'Octobre, la Révolution cubaine.

Dès le 2 avril, les versaillais [ceux-là groupés à Versailles autour de Thiers] déclenchent la guerre civile contre Paris. Les premiers affrontements ont lieu à Courbevoie, à l'endroit où se trouve aujourd'hui le quartier d'affaires de la Défense. Ils font de nombreuses victimes parmi les gardes nationaux et la population civile. Au nombre des fédérés [les communards] faits prisonniers par les versaillais, figurent des soldats ayant fraternisé avec la population parisienne le 18 mars. Ils sont immédiatement fusillés.

Le même scénario se produit les 3 et 4 avril lors de la contre-attaque de la Garde nationale avec l'objectif d'atteindre Versailles avec trois armées dirigées par les généraux Bergeret, Duval et Eudes. Mal préparées, ces offensives échouent. Le général Duval, fait prisonnier est exécuté avec deux officiers de son état-major. Comme le 2 avril, des soldats et gardes nationaux sont fusillés sur place. Le 11 avril, les versaillais commencent le Siège de Paris. De violents combats se déroulent à Neuilly, Asnières, autour des forts d'Issy et de Vanves. Malgré une défense héroïque, les gardes nationaux sont progressivement repoussés jusqu'aux fortifications qui entourent Paris.

Le 21 mai, les versaillais pénètrent dans Paris. C'est le début de la «Semaine sanglante» qui durera jusqu'au 28 mai. On estime à 20 000 au moins le nombre de victimes parmi les communards contre moins d'un millier pour les versaillais. De nombreux communards meurent héroïquement en défendant les barricades. Quand celles-ci sont prises, leurs défenseurs sont, le plus souvent, exécutés sommairement.

Dans les quartiers occupés par les versaillais, la chasse à l'homme commence. De simples passants ayant de vagues ressemblances avec des communards sont exécutés à leur place. Les prisonniers sont traduits immédiatement devant les cours prévôtales. Le plus souvent c'est la mort. Il suffit pour cela que le prisonnier ait les mains sales pour que le « juge » en déduise que c'est la poudre des cartouches qui les a noircies.

La sentence est immédiatement exécutée dans des dizaines d'abattoirs, notamment au parc Monceau, dans les jardins du Luxembourg, à la caserne Lobau, dans les prisons de la Roquette et de Mazas, dans les cimetières de Montparnasse et du Père-Lachaise. Les bourreaux exécutent sans distinction hommes, femmes, enfants, vieillards. Les prisons de Versailles sont rapidement remplies. Des lieux de détention sont improvisés à l'orangerie du château, aux Grandes écuries, dans le camp de Satory, dans les manèges de Saint-Cyr... Ils se révèlent rapidement insuffisants.

De l'automne 1871 jusqu'en 1874, vingt-six conseils de guerre jugent 46 835 prévenus, dont 874 femmes et 544 enfants, parmi eux, 1 725 étrangers. Plus de 13 000 condamnations sont prononcées, dont 3 167 par contumace. Grâce à la solidarité d'une partie non négligeable de la population parisienne, plusieurs milliers de communards échappent à la répression et se réfugient en Angleterre, en Belgique, en Suisse et dans d'autre pays.

La loi d'amnistie du 11 juillet 1880 fut un pardon légal. Elle a effacé les condamnations sans gommer leurs prétendues justifications le plus souvent arbitraires et infamantes pour celles et ceux qui les avaient subies. En mai 2013, Jules Lenoir écrivait: «Plus de 140 ans après la Commune, il est indispensable d'aller au-delà de l'amnistie, de reconnaître à la Commune toute sa place dans l'histoire universelle, comme un vecteur essentiel de conquête de la République dans ses dimensions sociales, démocratiques, internationalistes et humanistes. Il faut réhabiliter la Commune et les communards».

A bien considérer «notre univers inégalitaire, inhumain, dominé par le pouvoir de l'argent, prônant le culte de la réussite individuelle, et où le ventre de la "bête immonde" engendre toujours racisme, xénophobie, fanatisme», l'oeuvre de la Commune demeure d'une extraordinaire et brûlante actualité parce que, viscéralement et essentiellement démocratique.

L'Histoire écrite par les porte-paroles et thuriféraires des oligarchies dépravées, égoïstes et criminelles, garde La Commune ensevelie sous une chape de silence et d'oubli, parce qu'elle est porteuse de valeurs, valeurs battues en brèche par les héritiers de ceux qui massacrèrent les Communards.

Eugène Pottier avait raison de chanter: «Tout ça n'empêch'pas, Nicolas, qu'la Commune n'est pas morte».

La Grande-Bretagne a exporté et esclavagisé ses propres enfants

Plus de 130 000 enfants britanniques à partir de 3 ans ont été enlevés à leur famille et déportés dans différentes zones du Commonwealth entre 1920 et 1970, dans le cadre du Programme d'émigration des enfants. Deux mille d'entre eux sont encore en vie. Une enquête réalisée par Margaret Humphreys, auteure et assistante sociale britannique, a révélé le traitement inhumain infligé à ces enfants – abus physiques et sexuels, conditions d'esclavage, terreur, destruction d'identité et mensonge sur la « mort » de leurs parents. Pour Margaret Humphreys, il s'agit là d'un « catalogue de crimes contre l'humanité ». Une fois à l'étranger, les enfants étaient gardés dans des « écoles-fermes », en réalité des fermes de particuliers, où ils ont subi – « systématiquement », selon un rapport de 1998 du Parlement – des brutalités physiques et des abus sexuels, et où ils ont été utilisés comme des esclaves et privés d'éducation. « Pour les pédophiles, ils représentaient un groupe d'enfants très loin de leur pays d'origine. Personne ne se préoccupait de ce qu'ils vivaient. »

Margaret Humphrey a créé le Child Migrants Trust en 1987. À la suite d'un énorme travail de recherche, elle a permis au cours des 25 dernières années à plus de 1 000 personnes de retrouver leurs familles d'origine en Angleterre, dont on leur avait dit qu'ils étaient morts. Aujourd'hui, grâce à son engagement et après des mois de controverse, l'Independent Inquiry into Child Sexual Abuse (IICSA), commission d'enquête supposée indépendante, a commencé ses auditions publiques sur les abus sexuels et autres crimes contre ces enfants en Australie et au Canada. Parmi les institutions caritatives et religieuses responsables, sont citées Barnardo's, une organisation caritative britannique « pour enfants pauvres de Londres » fondée en 1866, très présente encore aujourd'hui dans le Commonwealth, et placée sous le patronage de la Reine ; la Fairbridge Society, fondée par Kingsley Fairbridge, d'origine sud-africaine, initiatrice du programme d'émigration des enfants dans les colonies britanniques, en 1920 et des « Fairbridge Schools ». C'est pour travailler dans sa nouvelle ferme, en Australie, que sont arrivés les 22 premiers garçons âgés de 7 à 13 ans). On trouve encore les S?urs de Nazareth, de sinistre réputation en Irlande et en Grande-Bretagne dans ces années.

Les pressions sont fortes pour étouffer le scandale. Les avocats des victimes ont ainsi réclamé que la Commission publie les noms des responsables de ces crimes supprimés des rapports d'auditions menées par les enquêteurs. Ils reprochent également à la commission d'enquête de ne pas avoir exigé des institutions, religieuses notamment, de conserver « tous les dossiers jusqu'à la clarification de la situation », pour éviter au mieux leur destruction. En 2015, les autorités australiennes ont versé 24 millions de dollars australiens (15 millions d'euros) aux victimes de l'« école Fairbridge », après le dépôt d'une plainte contre l'État et les gouvernements fédéraux.

Afrique Asie 29 mars 2017

Soudan du Sud : crier famine

Par Valérie Thorin

Ce sont près de 20 millions de personnes au Soudan du Sud, au Yémen, en Somalie et dans l'État de Borno, au nord du Nigeria, qui sont concernées par la crise alimentaire actuellement en cours. Le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel : il lui faut 4,4 milliards de dollars. Une somme colossale qui dit bien l'étendue des besoins.

Au Soudan du Sud, la famine a été officiellement déclarée le 20 février dernier. Dans le nord de l'État, 100 00 personnes sont menacée de mourir de faim dans les jours qui viennent. Sur l'ensemble du territoire, 7 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et 3,6 millions réclament une aide alimentaire d'urgence, sur un total de 12 millions d'habitants. Plusieurs millions de ruraux ont déjà quitté leur domicile après avoir vu mourir leur bétail et été contraints de consommer leurs stocks de semences. Comment ce petit pays, qui possède l'essentiel des réserves pétrolières de l'ancien grand Soudan, en est-il arrivé là ? « Le Soudan du Sud a été donné à une bande de gangsters incompétents et incapables de gérer un État », estime le chercheur spécialiste Gérard Prunier. Il a raison, et il fallait s'y attendre, hélas, de la part d'hommes qui, dans les années 1990, se comportaient déjà comme des criminels, tuant, pillant, violant sans aucun scrupule. Auréolés d'une image de « freedom fighters », ils défiaient alors le pouvoir de Khartoum, lequel infligeait effectivement de terribles souffrances, dont déjà une immense famine, à leurs compatriotes du sud. Après l'indépendance, ceux qui sont parvenus au pouvoir n'ont fait que puiser dans des caisses qu'ils voyaient toujours pleines des revenus du pétrole, s'accrochant à leurs privilèges sans aucun souci de l'avenir d'un État jeune et réputé fragile.

Afrique Asie 22 mars 2017

Suite de la page (12)

espaces d'enseignement du journalisme.

Les corporations et leurs gouvernements (ces « corporations » sont-elles plusieurs gouvernements?) ont besoin que l'exercice de la propagande soit secret grâce à des esthétiques et à des langages apparemment neutres avec des éléments de rapidité et de réactivité. Ainsi, celui qui reçoit l'information peut considérer comme raisonnable que le message se répande partout, sans voir l'intention ou les intérêts qui sont derrière les données fournies, laissant leur fibre émotionnelle et sentimentale être le seul intermédiaire entre la « vérité » et sa consommation.

Des dollars pour un environnement opérationnel provocateur

La tâche de financer la confusion, en faveur d'une situation de guerre non conventionnelle contre le Venezuela, est dirigée par le département d'Etat. C'est ce que montre la Justification Budgétaire du Congrès (Congressional Budget Justification or CBJ), un rapport annuel fait au Congrès des Etats-Unis par cet organisme sur ses opérations à l'étranger.

En finançant les médias vénézuéliens, les Etats-Unis renforcent l'une des armes les plus puissantes contre le chavisme. Mark Weisbrot, un économiste du Centre de Recherche Économique et Politique (Center for Economic and Policy Research), un think-tank de Washington, a affirmé que « dans un certain nombre de pays, y compris le Venezuela et la Bolivie, l'USAID agit plus comme une agence impliquée dans des actions secrètes, comme la CIA, que comme une agence d'aide ou de développement. »

Les noms des organisations étrangères spécifiques qui reçoivent ces fonds sont des secrets d'Etat, exactement comme dans le cas de la CIA. Quand on demande des informations sur les organisations réceptrices, l'USAID répond qu'elle ne peut « confirmer ou nier l'existence d'antécédents ».

Des réseaux croisés, un financement efficace et direct

Entre 2007 et 2009, le Département d'Etat a destiné au moins 4 millions de dollars à des journalistes en Bolivie, au Nicaragua et au Venezuela, par l'intermédiaire de la fondation Panaméricaine pour le Développement (Fupad, or PADF) qui a son siège à Washington. Celle-ci a été créée par le Département d'Etat en 1962 et est « affiliée » à l'OEA.

Selon le journaliste Jeremy Bigwood, ce montant a été concentré sur le paiement du meilleur des médias d'information du Venezuela et sur le recrutement de jeunes journalistes. Les découvertes de Bigwood comprennent un document du Département d'Etat intitulé « conditions » qui est toujours inaccessible en ligne. Là, on appelle les ONG Espace Public et Institut Presse et Société (IPYS).

Un rapport publié en mai 2014 par le think-tank européen de centre-droit Fride (également retiré du site web peu après sa publication) a révélé le financement par les Etats-Unis du journalisme vénézuélien. Depuis 2002, les Etats-Unis ont investi entre 3 et 6 millions de dollars par an dans « de petits projets avec des partis politiques et des ONG. »

Selon un rapport encore inachevé de l'USAID, le financement des ONG, des partis et des médias vénézuéliens est passé de 1.4 millions en 2009 à 5,1 millions de dollars en 2016, 4 de ces derniers étant destinés à la gouvernance et 1 à d'autres. Ce montant représente un peu plus de la moitié de la moyenne de ce qui a été versé pendant ces 15 dernières années . Ces fonds, qui ont certainement été dilapidés par la classe politique de l'opposition, ont été centrés sur l'attaque médiatique, celle qui a donné le plus de résultats.

Mensonges renforcés et grossis

L'un des objectifs, en 2016, selon le CBJ, a été de financer « des médias indépendants, libres et professionnels, renforcés et augmentés. » Pendant cette année et l'année précédente, l'apparition de nouveaux médias digitaux a été aussi importante que le renforcement d'autres déjà existants, dont le développement continu à être important et en augmentation dans les réseaux sociaux, comme El Pitazo, Caraota Digital, Efecto Cocuyo et El Estímulo. Tous, dans une plus ou moins grande mesure, utilisent l'alibi d'être « des médias indépendants. »

Le département d'Etat affirme que ses activités au Venezuela cherchent « de façon non partisane » à promouvoir les valeurs de la démocratie représentative et les droits de l'homme et à les défendre en améliorant l'accès du public à l'information. Comme nous le verrons plus loin, ces médias produisent de fausses informations (ou fake news).

Le circuit d'élaboration des fausses informations commence avec la déformation d'un fait, immédiatement reprise par les médias internationaux. La note est effacée en 1 à 4 heures mais l'information continue à tourner sur les réseaux sociaux. Quand on connaît la version réelle, aucun média international ne corrige l'information, tout au moins pas avec la même véhémence. C'est ce qui s'est passé avec plusieurs morts survenues pendant les guarimbas, encore en cours, attribuées à « des collectifs chavistes » (appelés « paramilitaires » par les agents politiques).

Le Département d'Etat a défini la ligne éditoriale des fausses informations : constituer un dossier de terrorisme d'Etat et de crimes contre l'humanité contre le Gouvernement vénézuélien (en faisant usage de la notion de « collectifs paramilitaires ») pour, de cette façon, aiguiser le siège diplomatique et financier contre lui. Comme cela a été fait contre le Nicaragua, Haïti, la Syrie et la Libye.

Source : Mision Verdad
Traduit de l'espagnol par Françoise Lopez
Bolivar Infos. 12 Mai 2017

Suite de la page (12) Venezuela: Un défi à assumer "la convocation d'une Assemblée nationale constituante"!

comporte depuis son origine. En 2007 déjà, le président Chávez insistait sur le fait qu'en dépit de ses énormes avancées (qui font d'elle, au plan formel, l'une des constitutions les plus avancées au monde), celle-ci pouvait encore être améliorée sur de nombreux points.

AG: Pourquoi pensez-vous que la MUD [Mesa de la Unidade democrática/Table de l'unité démocratique] n'accepte pas aujourd'hui cette proposition de convocation?

SPB: D'abord parce que le projet de ces gens a toujours été de chasser par la force le président Maduro, ce qui s'est révélé de façon évidente dans le discours de Henry Ramos Allup, lorsqu'à l'occasion de l'investiture de la nouvelle Assemblée nationale [dont il est le président depuis le mois de janvier 2016], il a affirmé de façon véhémente que dans les six mois ils allaient faire sortir Maduro du gouvernement. Avant cela, ils avaient déjà lancé différentes actions telles que «SALIDA» [sortie] en 2014, et organisé toutes sortes d'actes déstabilisateurs durant l'année 2016 qui ont conduit à une situation de violence toujours plus forte.

Sur le plan de l'économie, les entrepreneurs ont maintenu leur action de sabotage, en n'investissant pas dans le secteur industriel, ce qui a ainsi réduit la production et a contribué à générer une guerre économique, qui par l'incapacité du gouvernement à la mettre en échec, s'est convertie en un chaos économique dans lequel chacun fixe les prix selon son avantage. Avec cette convocation à une ANC, il y a maintenant une chance pour que les secteurs sociaux y obtiennent un haut pourcentage de représentation: il est donc urgent que ces secteurs s'organisent afin de jouer un rôle «de premier rang» dans ce processus.

AG: Croyez-vous que cette proposition à une ANC soit bien accueillie et soutenue par les secteurs populaires qui ont été si durement affectés par la situation économique, le coût de la vie si élevé et la pénurie?

SPB: C'est là que jouent un rôle fondamental les mouvements sociaux, les communes, les Conseils communaux, les UBCH [Unidades de Batalla Bolívar-Chávez], les syndicats, les comités et toutes les formes d'organisation du peuple pour favoriser des espaces de discussion et de dialogue permettant de convaincre la majorité du pays qu'il existe peut-être un chemin vers le vivre-ensemble.

Si nous n'y parvenons pas, nous continuerons à vivre dans ce climat de conflictualité et de violence qui ne contribue en rien au développement et au bien-être du peuple. Et pour finir, je dirai que ceux qui doivent savoir jouer leur rôle, ce sont les partis politiques qui sont d'accord avec la convocation à cette Assemblée et vont se battre pour leur droit à y avoir des députés.

Il y a notamment le PSUV [Parti socialiste unifié du Venezuela], ce qui reste des partis politiques du Pôle patriotique et la Centrale bolivarienne socialiste des travailleurs qui ne peuvent espérer imposer leurs décisions contre celles de leurs bases. J'en appelle à tous les dirigeants syndicaux et aux militants révolutionnaires à tout faire pour participer à ce débat et ?uvrer en faveur de la convocation de cette Constituante. Nous y prendrons part avec le peuple des travailleurs. Nous faisons confiance à ses forces créatrices. Seule son action révolutionnaire nous sortira de l'actuelle situation de risque de violence.

Entretien publié sur le site vénézuélien Aporrea, le 9 mai 2017
Traduction A l'Encontre 15 mai 2017

Suite de la page (9)

accompanied by Cléonor Souverain, Remarais Rodolphe, and a magistrate, Jean-Robert Paldomaire, traveled to the town of Kinpe along Haiti's Central Plateau. Along the way, they spotted a demonstration being held by members of the CD. Among the demonstrators was Serge Etienne, a former member of the FAd'H special Leopard unit.

Cléonor Souverain recalled how Serge Etienne and the pro-military demonstrators assaulted the group. Lauzama died soon after, while Souverain, Rodolphe, and Paldomaire managed to escape with their lives.

FLRN attacks in the Central Plateau increased. They targeted government supporters and infrastructure, as well as officials and police. "All the ex-soldiers who had gone into hiding had then come out. They had on their former military uniforms, which were now tighter around their fattened bellies. They were back and heavily armed. It was our worst nightmare," recalled Souverain.

The gunmen crossed with impunity into Belladère, spreading panic among small rural towns in the region. They crossed the Dominican border freely. A group calling themselves the "Motherless Army of Pernal" launched a wave of killings. "They did not spare the civilian population, neither pregnant women, nor children, and violated the principles of the Geneva Convention thoroughly," observed a member of local human rights group. **FL coordinators in the region, such as Eliodor Denaud, Isael Jean, and Levelt Rival, saw their homes burned down.** The weekly newspaper *Haïti Progrès* reported that Rival's wife and children rushed into a nearby banana field crouching down until the night passed. Israel Jean's home was looted (and his goats were shot) before being torched. As for Denaud, the assailants destroyed everything he had. Denaud and his entire family, including nine children, were forced into hiding.

On the same day, **the ex-military killed four in Lascahobas,** located only miles away from Belladère and the Dominican border. These were **Joseph Sincère, Léonie Laverne, Sigué Jean Harry, and Louissaint Dorsainvil.**

NCHR reported that three of the murdered individuals were believed to be "police informants" but provided no further information on these allegations (or who had made them). After attacks against FL coordinators in the Belladère districts, the mercenaries moved further into the interior. Driving to Lascahobas, Cléonor Souverain recounted how the ex-military then **ransacked another home and killed two FL members.** (...)

Receiving tips and aid from local CD members, the paramilitaries retaliated against the HNP buildup on Mar. 14, 2003, when heavy gunfight broke out in Pernal. **Five officers of the Haitian SWAT team were seriously wounded**, forcing government forces to fall back. A child of six, **Bernandeau Marjorie, died in the fighting.** (...)

ATTACK ON THE PÉLIGRE DAM

The division among the paramilitary leadership was highlighted when Ravix's group led a failed attack on Haiti's main hydroelectric dam on May 7, 2003. The assault on Péligre was supposed to be timed with a rapid assault led by Philippe through the north of the country. But when police in the Dominican border town of Dajabon arrested Philippe and his advisor Paul Arcelin, the northern assault failed to materialize.

The day of Philippe and Arcelin's arrest, 20 gunmen, many former FAd'H, drove in a convoy from Pernal to the Péligre dam, also in the Central Plateau. Built in 1950, the Péligre dam is one of the largest buttress-style dams in Latin America and the Caribbean and provides the majority of the electricity for Port-au-Prince. Arriving at the dam, the gunmen crashed through the gates, **killed the two private security employees,** and **set fire to the plant's control room.** (...)

The insurgents ran into unexpected resistance from the dam's security guards, who wounded two insurgents before being shot. The insurgents then prepared to sabotage the dam, but dam employees convinced them that what they planned would put their own lives at risk. (The control house for the dam lies in the downstream shadow of the dam.) The insurgents withdrew to higher ground (after having shot more or less at random in the control house), intending to [cause an explosion in] the control house, but then learned that Philippe had been arrested — and the larger coup attempt effectively scuttled.

With electricity temporarily cut off, Port-au-Prince went dark. A group from the Central Plateau, made up of victims of the paramilitary attacks, claimed that in addition to killing the two security guards, **the former soldiers killed another six people around the dam.** After **stealing one of the few local ambulances** and **kidnapping several employees from a local hospital**, run in part by foreign volunteers and staff of Partners In Health (PIH), the gunmen sped off to the Dominican Republic. The attack, which the Aristide government accused Philippe of masterminding, ended with a race to the Dominican border as government security forces trailed behind the speeding insurgents. The Peligre assault signaled a stepped up campaign targeting key infrastructure. (...)



On Jun. 23, 2002 in Hinche, the FLRN killed five people at the home of Fanmi Lavalas local leader Cléonor Souverain, including his sister Rosita, 24, pictured above.

After being arrested in the Dominican Republic, Philippe and Arcelin were quickly released, likely following the intervention from higher-ups in the Dominican government or military, according to the Dominican foreign minister at the time, Hugo Tolentino. This was a claim echoed by the Dominican Republic's ambassador to Haiti, Alberto Despradel. But the elderly Tolentino appears to have been unaware that top bureaucrats within his own ministry were also cooperating closely with the paramilitaries. (...)

FLRN gunmen hiding out in the hills near the Dominican border launched a round of assassinations and raids. **On Jul. 4, Jean Fritznel, agent of security of the Chamber of Deputies, was shot and killed in Pernal. On Jul. 16, in the small town of Hoy-Lor-Pues, ex-military forces captured and buried four FL supporters alive. On Jul. 23, gunmen attacked again in Pernal and at San Pedre, killing five.** According to witnesses, Guy Philippe and Voltaire Jean-Baptiste led the death squad. **The next day a government convoy from Port-au-Prince was ambushed, killing four technicians, employees of the Ministry of the Interior.** (...)

Bel Angelot recalls: **"I had a member of my staff killed in Plateau Central by the army of Guy Philippe. His name was Jean Marie Despeignes. He was working in my office as a consultant.** When he was killed the rebels returned to the Dominican Republic so the government could do nothing to catch them. I met with his family. It was a very sad time."

On Jul. 26, three more were killed at the hands of the ex-military. In Pernal, **Colbert Réné** was shot to death; **Gesner Séraphin** was murdered in Piton; and in the border town of **Roy-Sec Wilmer Picot** was shot to death. (...)

Assassinations carried out by groups linked with the ex-FAd'H occurred in other parts of the country, such as the **September 2003 murder of Gratian Doassaint in Cap-Haitien.** This followed a **similar killing the year earlier of a Lavalas activist, Donald Julmis, also in Cap-Haïtien.** The violence against the popular movement continued in the Central Plateau as well. **On Sep. 23, Larose Emmanuel, an FL supporter, was killed in Pernal and just days later three men — Jean Lenos, Sigué Joël, and Sigué Amazan — were killed in the Los Puetes locality of Pernal.** The reinsertion of former soldiers into the affairs of the country, forming terrorist cells in Pernal and the surrounding areas, provided a clear threat to local authorities, which were unable to control the situation. By December and January, Pernal and most of the Belladère area had fallen under the control of the former soldiers. This was made clear by **the brazen assassination, on Dec. 13, 2003, of the assistant mayor of Savanette, Amongue Céna.**

On that same day, the paramilitaries intensified attacks in Bois Pin, another locality of Pernal, executing five local Lavalas supporters: Pierre Jean-Claude, Despinos Seneck, Joseph Rébéca, Charité Alonso, and Dorestil James. On Jan. 18, Perard Monbayard, another FL supporter in Pernal, was murdered. (...)

FLRN NORTHERN OFFENSIVE

On Feb. 14, 2004, Philippe and Chamblain publicly declared themselves as heads of the ex-military "rebel" movement.1 Before launching their assault on Hinche, the provincial capital of the Centre Department (in the Central Plateau), Philippe and Chamblain visited Gonaïves and began preparation. Planning a more concerted offensive, they began a new round of attacks on Feb. 19. The *New York Times* later reported: "On 19 February 2004, the rebels attacked the jail in Fort Liberté, near the border. . . . Jacques Édouard, the jail supervisor, said he was forced to release 73 prisoners, including convicted murderers. Some prisoners joined the rebels, while others took over the city, robbing residents and burning homes until the United Nations arrived a month later, said Andrea Loi Valenzuela, a United Nations worker there."

The insurgents now occupied Gonaïves and much of the Central Plateau. Land routes from the capital to Cap-Haïtien to the north were cut off, effectively splitting the country in two. In the Central Plateau only the town of Hinche held out. In Cap-Haïtien, just a few dozen police officers remained. (...)

Chamblain, meanwhile, led a raid with over a dozen commandos on the Hinche police station in Haiti's Central Plateau, **brutally executing police chief Maxime Jonas and another officer.** "After a firefight of a few hours, the police exhausted their ammunition and were allowed to flee. The assailants then opened the prison's doors, as they have done in all their attacks, and burned the police station." Around this time, NGO darling Chavannes Jean-Baptiste, leader of Mouvman Peyizan Papay (MPP), was said to have welcomed Chamblain and even

suite à la page(19)

Suite de la page (10)

l'organisation (Afrique du Sud, Nigeria et Gabon) ont voté la résolution 1973 présentée par la France et autorisant l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne, et le Rwanda de Paul Kagame a vertement soutenu les opérations des coalisés de l'Otan. Il est en outre très difficile pour une organisation, dans laquelle on retrouve de nombreux « États-clients » de l'Occident, de parler d'une seule voix ou de s'opposer à une expédition militaire parrainée ou conduite par les « États-patrons » du Nord.

Majed Nehmé : Le Qatar, la Turquie, les Émirats arabes unis, la Ligue arabe, et l'Organisation de la coopération islamique ont trempé dans cette entreprise de type coloniale. Pourquoi ?

Patrick Mbeko : Il faut dire que la plupart de ces pays n'entretenaient pas de bonnes relations avec la Libye, et leurs dirigeants ne portaient pas vraiment le colonel Kadhafi dans leur cœur. On se souviendra, par exemple, de l'échange corsé entre le dirigeant libyen et le roi Abdallah d'Arabie saoudite, lors de la réunion des chefs d'État de la Ligue arabe, en février 2003. Avec le Qatar, les relations étaient plutôt au beau fixe, jusqu'à ce que Kadhafi, qui comptait développer l'énorme potentiel gazier de son pays, refuse à Doha l'exploitation d'un gisement (le bloc NC-7) situé à l'ouest de Tripoli, juste en face du gros marché européen. Frustré, l'émir du Qatar, Hamad Ben Khalifa al-Thani, a juré d'avoir la tête de celui qui était jusque-là son bon ami. Le petit Émirat a commencé ainsi à planifier le renversement du colonel Kadhafi à partir d'avril 2010, soit plusieurs mois avant l'éclatement des manifestations dans le monde arabe. Lorsque la fièvre du « printemps arabe » gagne la Libye, en février 2011, les États-Unis font appel aux pays arabes, le Qatar en tête, en vue d'assurer une plus grande légitimité à l'intervention militaire qui se préparait, et de retirer tout soupçon d'interventionnisme américano-européen dans un monde arabe ayant déjà été l'objet de deux interventions militaires pilotées par les Occidentaux dans la dernière décennie. Autrement dit, la majorité des pays arabes ont été appelés à faire de la figuration pour légitimer politiquement l'intervention des pays occidentaux. L'Algérie et la Syrie s'y étaient farouchement opposées.

Majed Nehmé : La Libye est aujourd'hui un pays éclaté, une menace pour elle-même et pour son voisinage immédiat. Comment voyez-vous la fin de ce cauchemar ?

Patrick Mbeko : Certains pensent qu'une intervention militaire est nécessaire pour mettre fin à ce cauchemar, d'autres sont tout à fait contre et plaident pour une solution politique. Je suis de ceux-là. Je pense que la fin de la crise qui déchire ce pays passe inéluctablement par une solution politique impliquant toutes les parties en conflit, y compris les tribus, que ni le gouvernement officiel du premier ministre Fayez al-Sarraj ni celui de Tobrouk n'intègre à ce jour dans le jeu



Poignée de main hypocrite du président Etats-unien Barack Obama à Mouammar Kadhafi. Au centre le président Sud Africain Jacob Zuma

politique – une aberration imposée par l'Occident qui cherche à appliquer à la Libye un format qui ne tient aucunement compte de ses spécificités sociologiques. Or, sans l'implication des grandes tribus, la paix demeurera un v?u pieux.

Majed Nehmé : Certains évoquent le scénario bonapartiste avec le maréchal Haftar. D'autres croient que le salut viendra de Saïf al-Islam Kadhafi, aujourd'hui « libre ». Quelle est votre analyse ?

Patrick Mbeko : Jusqu'ici, le soutien apporté à Khalifa Haftar par les pays occidentaux et certaines puissances régionales (principalement l'Égypte et les Émirats arabes unis) n'a rien produit de probant. L'autoproclamé maréchal et chef autoproclamé de l'Armée nationale libyenne (ANL) ne fait pas l'unanimité et n'inspire pas confiance : une frange des Libyens le soupçonne d'être un « agent de la CIA », autrement dit un pion aux mains des Américains, pour ne pas dire des Occidentaux. Toute tentative de l'imposer à la tête de la Libye va se heurter à l'hostilité des groupes rivaux, en particulier les puissantes milices de Misrata, mais aussi au gouvernement de Fayez al-Sarraj reconnu par la communauté internationale. La confrontation entre les deux camps (Haftar et Al-Sarraj) continue et il y a peu de chances que les belligérants déposent les armes.

En raison de l'imbroglio politique et du néant institutionnel et sécuritaire qui en résulte, Saïf al-Islam Kadhafi, libéré depuis plusieurs mois par une milice de Zintan, à 180 kilomètres au sud-ouest de Tripoli, apparaît aux yeux de nombreux Libyens comme une alternative aux deux hommes. Désigné en septembre 2015 comme le chef du Conseil suprême des tribus libyennes, Saïf, 44 ans, se présente désormais comme un challenger sérieux dans la lutte pour le pouvoir que se mènent Fayez al-Sarraj et Khalifa Haftar.Avec le soutien des Russes, de plus en plus présents sur l'échiquier libyen, et des tribus bédouines, il est tout à fait possible que le fils de l'ancien dirigeant libyen devienne, dans un avenir proche, l'artisan principal de la paix en Libye. Toute une revanche sur l'Histoire.

Majed Nehmé : Vous dites que, depuis son arrivée au pouvoir le 1er septembre 1969 et jusqu'à son assassinat en 2011, Mouammar Kadhafi n'a cessé d'être la cible de guerres, complots, machinations… En quoi l'ancien Guide gênait-il les pays occidentaux ? N'avait-il pas, en 2003, enterré la hache de guerre avec ceux qui avaient juré sa perte ?

Patrick Mbeko : Dès son arrivée au pouvoir à la faveur d'un coup d'État, le 1er septembre 1969, le colonel Kadhafi a pris une série de mesures révolutionnaires qui l'ont placé en porte-à-faux avec les puissances occidentales ayant fait de la Libye leur chasse gardée : fermeture des bases militaires anglaises et américaines, confiscation des biens appartenant aux étrangers, « libyanisation » des banques occidentales, augmentation du prix du brut et, plus tard, nationalisation partielle voire complète, des compagnies pétrolières… Mais le leader libyen ne s'est pas arrêté en si bon chemin ; il a fait de la cause palestinienne son cheval de bataille et a décidé d'exporter sa « révolution » hors des frontières, heurtant de front les intérêts de ces puissances dans leur sphère d'influence et d'autres régions du monde.

Il s'est alors développé à l'Ouest un anti-kadhafisme primaire que deux universitaires français, Robert Chavrin et Jacques Vignet-Zurz, qualifièrent dans les années 1980 de « syndrome Kadhafi ».Le Guide, comme l'appelaient les Libyens, est ainsi devenu la bête noire de l'élite politique, médiatique et intellectuelle occidentale. Alors qu'il est diabolisé dans les médias, des plans sont échafaudés par les services secrets occidentaux pour le renverser, voire l'assassiner. Du début des années 1970 au milieu des années 1990, Kadhafi échappe à une vingtaine de tentatives d'assassinat, de coups d'État et d'opérations subversives de toutes sortes. En 1992-1993, le Conseil de sécurité, sous l'impulsion des États-Unis et de la Grande-Bretagne, décide d'imposer un embargo à la Libye pour des crimes (les attentats aériens de Lockerbie et d'UTA) que les Libyens n'avaient pas commis. Affaibli par les sanctions, le colonel décide, en 2003, d'enterrer la hache de guerre avec ceux qui avaient juré sa perte.

La « lune de miel » sera cependant de courte durée puisqu'en 2011, les États-Unis et leurs valets de l'Otan profitent de ce que les médias ont dénommé le « printemps arabe » pour finir ce qu'ils ont commencé au début des années 1970. Il faut dire que malgré toutes les concessions faites à l'Occident, particulièrement aux États-Unis, pour sortir son pays de l'isolement diplomatique et économique, Mouammar Kadhafi a non seulement continué d'afficher une position d'indépendance vis-à-vis de l'Amérique, mais il a aussi conservé certaines de ses positions de principe, antinomiques avec les intérêts de celle-ci. Pour les « démocrates » de l'Otan, cela était inacceptable.

Majed Nehmé : Vous revenez longuement sur un certain nombre de dossiers sensibles, notamment l'attentat de Lockerbie et celui contre le vol d'UTA attribués à la Libye, et vous affirmez que le pays de Kadhafi n'y était pour rien. Expliquez-nous…

Patrick Mbeko : Ce n'est pas moi qui affirme que la Libye n'y était pour rien dans ces attentats, mais bien les services de renseignements occidentaux et les enquêteurs. En enquêtant moi-même sur les deux affaires, je me suis aperçu que les conclusions d'enquêtes diligentées par les experts américains, britanniques et français ne cadraient pas forcément avec les déclarations publiques des autorités politiques de ces pays, qui accusaient la Libye d'en être responsable. Les documents de la Defense Intelligence Agency et de l'Élysée que je reproduis dans le livre en font foi. Même les familles des victimes n'ont jamais cru à la responsabilité des Libyens dans ces affaires. Et je ne parle même pas de la manière dont les enquêtes ont été orientées, dans le but de faire porter le chapeau à Kadhafi. En fait, ce qu'il faut comprendre, c'est que les affaires Lockerbie et UTA s'inscrivaient dans la droite ligne de la « guerre secrète » que menaient les États-Unis et leurs alliés contre le colonel Kadhafi.

Majed Nehmé : Les islamistes libyens ont été graciés et réhabilités par Kadhafi sous la pression des pays occidentaux. S'agit-il d'une erreur stratégique mortelle de la part du Guide ?

Patrick Mbeko : C'était une erreur monumentale de la part du Guide, qui était lui-même influencé par son fils, Saïf al-Islam. C'est lui qui a amorcé, à partir de 2007, des pourparlers avec les membres du Groupe islamique de combat libyen (GICL) et des Frères musulmans opposés au régime et emprisonnés dans les prisons libyennes. Cette initiative, encouragée par les pays occidentaux, était jugée « dangereuse » par la « vieille garde » et les services de sécurité qui tentèrent par tous les moyens de la torpiller. Mais le fils Kadhafi, soucieux d'améliorer les rapports de la Libye avec l'Occident, est passé outre leurs recommandations et a libéré, entre 2009 et le début 2011, des centaines d'islamistes au nom de la réconciliation nationale. Cruelle ironie de l'Histoire, la plupart de ces barbus seront réquisitionnés par l'Otan au début du conflit, en 2011, pour faire la guerre au colonel Kadhafi. Le plus célèbre d'entre eux est Abdelhakim Belhadj, alias Abou Abdallah Saddik, le leader historique du GICL et ancien proche collaborateur d'Oussama Ben Laden, libéré par les Libyens en 2009.

La partition de la Libye figure sur la longue liste de démantèlements programmés d'États arabes laborieusement constitués depuis la fin de la Première Guerre mondiale sur les décombres de l'Empire ottoman. Avec pour objectif de constituer des mini-États ethniques et d'enterrer la question palestinienne au profit d'un État israélien purement juif réclamé par l'extrême droite religieuse au pouvoir en Israël…

Depuis l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et leurs valets, plusieurs observateurs évoquent l'existence d'un projet de remodelage en profondeur de la carte géopolitique de ce que les néoconservateurs américains ont nommé le « Grand Moyen-Orient » (Greater Middle East), le fameux plan de démantèlement programmé des États arabes dont vous parlez. Ce drôle de projet – proposé dans sa « version locale », en 1982, par Oded Yinon, un haut fonctionnaire israélien – a véritablement pris de l'ampleur sous l'administration de George Bush, après les attentats du 11 septembre 2001. En 2007, le général américain Wesley Clark, qui fut le commandant des forces alliées de l'Otan en Europe (1997-2000), a révélé que le Pentagone avait élaboré, dix jours après ces tragiques évènements, un projet visant la déstabilisation de sept pays arabo-musulmans : l'Afghanistan, l'Irak, le Liban, le Soudan, l'Iran, la Libye et la Syrie. Un an et demi plus tard, en mai 2003, John Gibson, directeur général de la division services énergétiques de la multinationale Halliburton, confirmait l'existence de ce projet en déclarant dans un entretien à l'International Oil Daily : « Nous espérons que l'Irak sera le premier domino et que la Libye et l'Iran suivront. »

Curieuse coïncidence : tous ces pays sont passés à la casserole. Si certains d'entre eux ont pu résister aux assauts de l'Empire américain, d'autres sont en revanche devenus des « États faillis », sans toutefois voler en éclats. C'est notamment le cas de la Libye. Même si rien n'indique, pour l'instant, que la nouvelle administration américaine travaille dans le sens du morcellement, rien n'indique non plus que les ennemis de la Libye y ont renoncé. Il suffit de s'en remettre à la carte du Moyen-Orient fragmenté – intitulée Comment 5 pays pourraient en devenir 14 – qui accompagne l'article de Robin Wright, une « spécialiste » américaine des relations internationales rattachée à la structure United States Institute of Peace, publié dans le New York Times du 28 septembre 2013, pour s'en convaincre.

Notes

(1) ***Patrick Mbeko .** Né en République démocratique du Congo, il est spécialiste des conflits armés en Afrique et s'est surtout fait connaître par ses écrits, parfois polémiques, sur le génocide rwandais. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence, dont Le Canada et le pouvoir tutsi du Rwanda (2014), Stratégie du chaos et du mensonge (2014) coécrit avec Honoré Ngbanda et Guerre secrète en Afrique centrale (2015).

(2) Objectif Kadhafi, 42 ans de guerres secrètes contre le Guide de la Jamahiriya arabe libyenne, Éd. La Libre Pensée, 618 p., 27 euros.

N° 138 - Mai 2017
Afrique Asie 4 Mai 2017

Mexique : assassinat du journaliste Javier Valdez !

Par Emmanuelle Steels*

Au Mexique, «être journaliste est une condamnation à mort» Le meurtre lundi du reporter Javier Valdez vient rappeler le risque extrême encouru par la profession dans le pays dès lors qu'elle se penche sur le narcotrafic.

«Etre journaliste au Mexique, c'est un peu comme être sur une liste noire», avait l'habitude de dire Javier Valdez. Ce reporter mexicain, connu pour ses enquêtes et ses livres sur le narcotrafic, a été assassiné lundi à Culiacán, capitale de l'Etat du Sinaloa (nord du Mexique). Victime de la situation qu'il dénonçait, soit l'extrême vulnérabilité d'une profession située en première ligne d'un conflit sanglant qui met aux prises cartels et autorités, ce reporter de renom, fondateur de l'hebdomadaire Riodoce et collaborateur de l'AFP, est le sixième journaliste assassiné au Mexique depuis le début de l'année.

Ce nouveau crime a été vivement dénoncé par les journalistes et l'ensemble de la société mexicaine. La presse a exigé d'une seule voix la fin de l'impunité des assassinats. «Fini les messages pour condamner les crimes, nous exigeons des résultats ! Au Mexique, les journalistes sont tués parce que c'est permis, parce qu'on laisse faire», dénonçait le journal en ligne Animal Politico dans un encart sur fond noir, avec les photos des six journalistes assassinés.

«Cycle d'impunité».

Plusieurs médias ont arrêté le travail, mardi, observant un «jour sans journaux». Des manifestations et hommages à Javier Valdez étaient prévus tout au long de la journée, devant les ministères de l'Intérieur et de la Justice et sur l'avenue Reforma, principale artère de la capitale. Début mai, le Comité pour la protection des journalistes, qui avait décerné en 2011 le prix international de la liberté de la presse à Javier Valdez, estimait que Mexico avait «échoué spectaculairement» à punir les assassins de journalistes, ce qui exposait ces derniers à un «cycle létal de violence et d'impunité».



Le corps du journaliste Javier Valdez peu après son assassinat, lundi à Culiacán, dans l'Etat mexicain de Sinaloa. Photo Jesus Bustamante. Reuters

Javier Valdez a été abattu par des hommes armés en pleine journée, alors qu'il venait de quitter la rédaction de Riodoce, l'hebdomadaire qui était devenu, en quatorze ans d'existence, une référence en matière de journalisme d'investigation sur les cartels. Admiré pour ses chroniques sur la violence et la narcoculture dans le Sinaloa, signées sous son mythique pseudonyme de Malayerba («mauvaise herbe»), Valdez était aussi le correspondant local du grand quotidien national la Jornada. Infatigable pourfendeur de la corruption et de la collusion entre les autorités et les groupes criminels dans le Sinaloa, fief des grands barons mexicains de la drogue, Valdez s'était récemment gardé de répondre aux journalistes qui sollicitaient constamment ses analyses. «Pour des raisons de sécurité, je ne peux pas te répondre, la situation est devenue terrible», avait-il écrit à une reporter d'El País, comme le rapporte l'édition mexicaine du quotidien espagnol. Elle l'avait consulté au sujet de la réorganisation au sein du cartel de Sinaloa, après l'arrestation début mai de Dámaso López, dit «El Licenciado», l'un des successeurs de Joaquín «El Chapo» Guzmán à la tête de cette organisation.

Le sujet des agressions envers les journalistes était devenu omniprésent dans les écrits de Javier Valdez. En témoigne son dernier livre, Narcojournalisme (2016), qui dresse le portrait des reporters entrés en résistance par le simple fait de refuser d'abandonner leur métier et décrit les liens tendus ou complices entre presse et cartels. L'une des dernières chroniques de Malayerba, datée du 27 mars, s'intitule Te van a matar («Ils vont te tuer») et parle d'un journaliste menacé de mort pour avoir dénoncé «la police au service de la mafia».

Embuscade.

«Etre journaliste au Mexique s'apparente davantage à une condamnation à mort qu'à une profession», a réagi la directrice du bureau mexicain d'Amnesty International, Tania Reneaum, après l'assassinat de Valdez. Depuis 2000, plus de 100 journalistes ont été tués au Mexique, 124 selon certaines organisations.

Lundi soir, quelques heures après l'assassinat à Culiacán, la sous-directrice et responsable commerciale d'une revue locale de l'Etat de Jalisco, Sonia Córdova, a été attaquée par des hommes armés alors qu'elle se trouvait avec son fils de 26 ans. Tous deux ont été tués. Samedi dernier, sept reporters qui circulaient sur une route de l'Etat de Guerrero (sud du pays) ont été attaqués par une centaine d'hommes armés, qui les ont menacés de mort et les ont dépouillés de leur matériel, avant de les laisser partir.

Dans l'ensemble, les violences liées au narcotrafic ont flambé ces derniers mois dans certaines zones du pays. En mars, plus de 2 000 homicides volontaires ont été dénombrés : c'est le mois le plus violent des six dernières années, et depuis que le président Enrique Peña Nieto est au pouvoir.

*Emmanuelle Steels Correspondante à Mexico

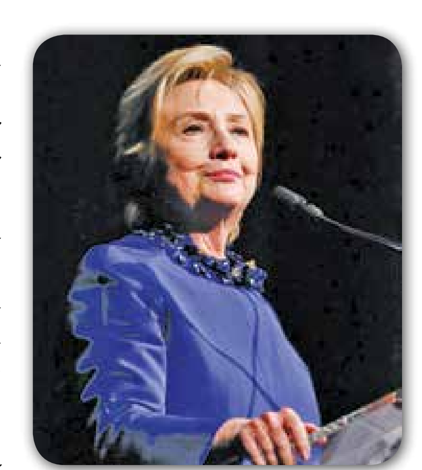
Libération 16 mai 2017

Hillary Clinton « En Marche ! »

Hillary Clinton a annoncé la création d'Onward Together, une association visant à renverser le président Trump et à le remplacer par l'ancienne secrétaire d'État.

La dénomination d'Onward Together (En avant ensemble) est la reprise littérale de Kadima ! du général Ariel Sharon et d'En Marche ! du président français Emmanuel Macron.

Réseau voltaire 16 mai 2017


Hillary Clinton

Suite de la page (12)

pour manque d'aliments, de médicaments et sur la paupérisation du salaire réel.

Il est vital, par conséquent, d'accélérer la normalisation de ces trois variables en tant que stratégie d'évitement d'une invasion sous prétexte de crise humanitaire.

Face à une remontée imminente et importante du prix du brut et des matières premières sur le marché international dans les deux prochaines années qui représenterait une certaine bouffée d'oxygène financier pour l'Amérique latine et surtout pour le Venezuela, il serait sensé d'envisager une politique de moratoire du paiement des intérêts de la dette afin de relâcher la pression politique et sociale.

L'Occident appelle à une politique d'asphyxie économique, financière et commerciale du Venezuela pour placer la majorité du peuple dans une situation favorable à la démoralisation et à l'explosion sociale.

Il est essentiel de redéfinir l'effondrement du salaire réel et la pénurie de biens essentiels (aliments, médicaments, produits d'hygiène) comme des stratégies capitalistes et impérialistes destinées à détruire notre moral rebelle et notre voie vénézuélienne de progressisme et de socialisme.

La dame qui fait la queue pour acheter du pain ou des vivres, l'enfant à la maison qui mange de la soupe de viande au lieu d'un aloyau, la gamine qui fait du savon maison ou qui sème dans son jardin au lieu d'acheter à une transnationale, tous construisent la résistance concrète dans leur environnement familial. Et il est essentiel de rendre visible et d'honorer cette lutte.

De même, toute personne, tout fonctionnaire ou toute entreprise qui contribue à aggraver la guerre économique contre le peuple doit être jugé dans cette situation comme traître à la patrie.

Nous terminons avec ces 2 phrases inspirées de notre Père Bolívar: « La justice est la reine des vertus républicaines et sur elle s'appuient l'égalité et la liberté ».

« La liberté du nouveau monde est l'espoir de l'univers ».

Source : Mision Verdad
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 5 Mai 2017

Suite de la page (8)

Selon l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS), une personne sur quatre dans le monde sera affectée par des *problèmes de santé mentale*. Pour être précis, 2 800 000 milliards d'individus sur une population planétaire estimée à 7 milliards sont concernés par ces sombres prévisions. Nous lisons dans le rapport de l'OMS: « *Ce sont souvent les pauvres qui supportent la plus lourde charge de morbidité en santé mentale, que ce soit au niveau du risque d'être atteint d'une pathologie mentale ou à celui de l'accès au traitement.* »

La *désolidarisation de la classe laborieuse* est à la base de leur état chronique d'appauvrissement. Le patronat fait tout pour diviser la *masse prolétarienne*. Il distribue à une échelle individuelle de petits privilèges économiques et accorde de minces avantages sociaux afin de saboter les rassemblements syndicaux qui incitent à la désobéissance et à la grève. De nos jours – *pour cligner de l'oeil à Gilbert Cesbron* – « *les saints ne vont plus en enfer* [2] ». Et c'est dommage. Car c'étaient eux aussi, les saints de la *théologie de la libération*, qui confectionnaient les bannières de l'*unité des prolétaires* accrochées aux barrières des *industries manufacturières*. À cette époque, les mouvements de *résistance ouvrière chambardante* étaient véritablement porteurs d'*espoir* et de *changement*. Cela me rappelle le film d'Elia Kazan, *Sur les quais*, interprété par Marlon Brando, sorti sur les écrans en 1954. Un chef-d'oeuvre cinématographique réalisé sur le *monde des travailleurs*.

Le *système impérial* a changé considérablement le mode de vie des *salariés* et de la *petite paysannerie*. Toutes les familles des milieux défavorisés rêvent de posséder une grande maison et de rouler dans une voiture luxueuse. Dans des quartiers populeux des mégapoles, il n'est pas étonnant de remarquer des modèles de véhicules dispendieux stationnés dans des rues étroites et insalubres.

Les économistes du socialisme scientifique, parmi lesquels William Easterly, Chalmers Johnson, Éric Toussaint, préconisent de « *déprivatiser la propriété* », dans le but d'établir l'équité économique et la *justice sociale* sur la terre. Le communisme a échoué à cette intersection épineuse. C'est cette démarche qui lui a valu la « grogne » des capitalistes. Le riche demanda à Jésus : « *Que dois-je faire pour aller au paradis* ? » Le Christ lui répondit : « *Débarrassez-vous de tous vos biens et revenez me voir.* » L'homme était reparti attristé. Contrarié. Et n'était plus réapparu. Jésus expliqua aux apôtres « *qu'il est plus facile pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille que pour un riche d'accéder au royaume de l'éternité* ».

Aux confins des contrées de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique, des centaines de millions d'êtres humains, engouffrés dans des chaumières soutenues par des panneaux clissés enduits de boue grisâtre, se diluent dans la crasse comme le sel marin dans l'eau bouillante, s'exposent aux intempéries assassines, lèvent les bras tous les matins à un ciel aveugle et sourd, sous les regards indifférents des « souverains *pontifes* » qui viennent exposer chaque année leur *opulence* et montrer leur *arrogance* dans les couloirs des luxueux hôtels de *Davos*. Parviendra-t-on à faire lever sur les châteaux inexpugnables, bien gardés, bien sécurisés, la tempête de Joris Ivens [3] qui permettra effectivement de casser les « ailes » bruyantes des « intouchables » de l'« *oligarchie carnassière* » ? À cette époque où l'*individualisme de survie* prend de plus en plus le dessus sur le *collectivisme de libération*, la tâche de *désasservissement des populations marginales* se complexifie. Les *gouvernements*, les *parlements*, les *armées*, les *polices*, l'*intelligentsia petite-bourgeoise* servent les « *intérêts antinationaux* » du « *club restreint de la multimilliardisation* » qui vampirise la résistance des masses.

De nos jours, les riches n'assautent pas la politique avec les baïonnettes, les fusils, les mitraillettes et les canons, mais par l'***argent***. Ils investissent considérablement dans les campagnes électorales truquées. Et ils font élire des *dirigeants serviles* constitués d'*universitaires médiocres*, de *citadins* ou de *paysans analphabètes*, de *troubadours incultes – comme on le voit en Haïti* – qui veillent au grain. Les « *abusés* » ne doivent pas montrer leurs poings aux « *abuseurs* ». Les manifestations de rue sont sauvagement réprimées. Les associations syndicales, injustement prohibées. Le salaire minimum, arbitrairement gelé. Le *patronat international* s'octroie les pouvoirs de Philippe de Macédoine ou de Jules César. Avec son pouce, il ordonne de *tuer* ou d'épargner. D'*enlever la vie* ou de *laisser la vie*. D'*embaucher* ou de *révoquer*. De *construire des usines* ou de les *démolir*. De *donner du pain* ou d'*affamer*.

Roger Garaudy nous fait toujours remarquer : « *Le fait essentiel n'est pas que la base est pauvre, sans pouvoir politique réel, sans culture, c'est que les maîtres l'ont dépouillée de l'avoir, du pouvoir, et du savoir, par le jeu des exploitations, des oppressions, des dominations.* » Et Garaudy cite encore l'économiste Karl Marx : « *Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante.* »

C'est à ce niveau qu'il faut essayer de comprendre les difficultés sociales, économiques et politiques auxquelles se trouve confronté le *bolivarisme* hérité d'Hugo Chavez. Les États-Unis, la France, le Canada, l'Allemagne, l'Angleterre alliés aux bourgeois vénézuéliens ont juré d'avoir la tête du gouvernement de Nicolas Maduro. Le *combat* paraît de plus en plus *impossible* pour les *chavistes*. Les « *gros bonnets* » de Caracas ne sont pas à court d'*idées novatrices* : ils se servent des vieillards et des handicapés physiques comme boucliers humains dans les manifestations violentes qu'ils organisent à un rythme quotidien, dans l'intention d'abattre les *acquis de la révolution*. Les bourgeois espèrent provoquer une *bavure policière ou militaire* qui émouvra l'opinion internationale et qui fatalisera du même coup la *présidence vénézuélienne*. Même sans une loupe de clairvoyance, n'importe quel esprit simpliste pourrait voir les « *mains de la CIA* » derrière ce stratagème.

Les *chacals mondialisés* atomisent la Syrie. Les habitants de ce pays martyrisé ont perdu toute leur fierté nationale. L'Égypte, la Libye, l'Iran, le Pakistan ne sont pas épargnés. En Haïti, Barack Obama, Peter F. Mulrean, Sandra Honoré, Réginald Boulos et ses consorts ont placé Jovenel Moïse, ***un petit domestique de la mafia port-au-princienne***, **un** ***inculpé dans des affaires occultes de blanchiment d'argent provenant du trafic de la drogue, du crime organisé, à la tête de l'État***. Ce président nous fait penser à une remarque de Frantz Fanon dans l'ouvrage « *Peau noire et masques blancs* » publié en 1952 : « *Le nègre est un esclave à qui on a permis d'adopter une attitude de maître* ». Le révolutionnaire martiniquais, qui prit le nom d'Ibrahim Omar Fanon, évoque les attitudes du nègre plat, dépersonnalisé, avec ses lèvres massives et larges, sans conscience de classe ou de race, qui cherche toujours à se « *blanchir* ». En présence du « néocolon », il s'émeut. Exulte de joie. Et trépigne de bonheur. Jovenel Moïse et Jack Guy Lafontant se sentent honorés de travailler sous le commandement des *ambassades étrangères* et de la *Minustah*. Sandra Honoré dirige toutes les rencontres politiques importantes déroulées au palais national. Cependant, Fanon révèle parallèlement : « *Mais l'homme est aussi un non. Non au mépris de l'homme. Non à l'indignité de l'homme. À l'exploitation de l'homme. Au meurtre de ce qu'il y a de plus humain dans l'homme : la liberté.* »

Les expressions de rage que nous écrivons dans les *journaux*, rédigeons dans les *livres*, les *paroles de révolte* que nous prononçons dans les *discours révolutionnaires* ne peuvent plus agir comme les *baguettes de placebo d'Elisha Perkins* et de *John Haygarth* pour soulager, guérir, éradiquer la *pandémie de la misère*. D'ailleurs, d'un texte à l'autre, d'une conférence à l'autre, d'un rassemblement populaire à l'autre, les mêmes clichés reviennent : *richesse, pauvreté, paupérisation, chômage, maladie, corruption, coercition, itinérance, exode, environnement, prostitution, incompétence, gabegie, démagogie, dictature, exploitation, analphabétisme, découragement, désespoir, assassinat, drogue, banditisme, terrorisme, Xénophobie, inégalité*... Et pourtant, nous continuons à remplir des pages entières qui racontent les souffrances des franges oublieuses et méprisées de l'Humanité. Tellement bien racontées et bien documentées que certaines « *oeuvres* » et leurs « *créateurs* » sont « *nobélisés* ».

Cette récompense internationale prestigieuse arrive parfois à transporter de l'autre côté de la barrière l'écrivain des bidonvilles et lui fait souvent oublier le « *sens sacré* » de son engagement social et politique originel. Car en commençant à écrire, certains n'avaient-ils pas choisi d'épouser une cause, de *participer à ce combat* qui consiste à élever l' « *existence humaine* », durant son court passage, au faîte de la *dignité*, de l'*honorabilité* et du *bien-être*? Que constatons-nous? Hissés au fauteuil de *l'incestueux et du corrompu cardinal de Richelieu*, des stylos qui se sont trempés dans les ragots de « *sexe* » et dans les *dures conditions de l'exil*, et qui sont parvenus à trouver le chemin de la *gloire immortelle*, oublient aujourd'hui d'écrire les « *qualifiants et les substantifs* » qui dénoncent l'*exploitation* et l'*humiliation* des gens simples. Et quand ils sont obligés de réagir, par peur de représailles, par couardise, par flagornerie, ils se noient de plein gré dans le fleuve des *métaphores* et s'empêtrent dans la mare des *euphémismes*. Ils n'osent pas appeler le « *criminel* » par son nom.

Au stade de ce constat de *dérobade*, d'*abdication*, de *mollesse*, Jean-Paul Sartre nous aurait tenu un discours flamboyant sur la « *phénoménologie de l'être* ». L'auteur de L'Être et le Néant, *Les mains sales*, *Critique de la raison dialectique*, aurait probablement rappelé le pouvoir de « *néantisation* » qui caractérise l' « *homme libre* ». Et surtout insisté sur l'expression de « *mauvaise foi* ». Car, selon le dramaturge, romancier et philosophe, chaque individu réunit en lui-même le pouvoir de combattre les « *déterminismes* » qui contrarient ses *desiderata* : ce qui lui permet de moissonner les « *idéaux* » qu'il cultive en vue d'agrémenter le cours de son existence.

L'individu d'aujourd'hui paraît de moins en moins conscient de la *légitimité absolue de ses droits naturels*? La « *liberté* » n'a plus le sens de l'honneur que, jadis, on lui conférait. La femme et l'homme du XXIe siècle tentent de survivre à n'importe quelles conditions. Par n'importe quels moyens. Dans quelle mesure l'une et l'autre accepteraient-ils de se sacrifier comme le prophète Samson, l'esclave Spartacus, l'Argentin Guevara, l'écrivain Alexis, le Mahatma Gandhi, aux fins de préserver et de conserver dignement les *droits* et les *prérogatives* que la « *Création* » leur a concédés à la naissance ?

Marc-Aurèle est convaincant : « *C'est celui qui ne fait pas quelque chose qui est injuste, pas seulement celui qui agit.* »

Aucun pays n'arrivera à se libérer tout seul de la *dictature économique et financière* imposée par la *mondialisation impériale*. Aucun individu ne pourra échapper à la *pauvreté*, à la *paupérisation*, à la *misère* sans investir sa *force morale*, son énergie physique, sa *conviction sociale*, son *idéologie politique* dans une *guerre généralisée*, *globalisée* contre les États flibustiers qui forment le *G7*. Karl Marx l'avait compris avant nous : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous. Vous avez un monde à gagner...* »

Une « *victoire* » des marginalisés du « capital » ne sera jamais possible sans la « *désectarisation* » de la *lutte prolétarienne*, *sans* la « *désindividualisation* » des *revendications sociales et économiques*. Sinon, longtemps encore, les analystes politiques, les éditorialistes parleront de « ***l'impossible combat*** ».

Robert Lodimus

Notes et références

[1] Le libelliste anonyme écrit à propos de Richelieu :
« Ci-gît un fameux Cardinal
Qui fit plus de mal que de bien;
Le bien qu'il fit, il le fit mal;
Le mal qu'il fit, il le fit bien. »
[2] Gilbert Cesbron, Les Saints vont en enfer, Éditions Robert Laffont, 1952.
[3] Joris Ivens, cinéaste avant-gardiste, Une histoire de vent, 1989.

Suite de la page (15)

held a dinner for his band at Papaye.

On Feb. 19, the FLRN paramilitaries launched a stronger coordinated attack on Hinche in order to hold the town. The *New York Times* reported that Ravix, "who led the well-armed and apparently well-disciplined troops clad in camouflage into Hinche on Friday, said his troops were 'not rebels, but representatives of the new Haitian army.'" The return of the Haitian army, a mechanism of enrichment and power masked in nationalist rhetoric, continued to be a demand echoed by the ex-military and opposition.

Dozens of paramilitaries with M-16s, Uzis, and AK-47s, some with chest-plate body armor, paraded down Hinche's main thoroughfare. Chamblain said, "Our target was the *chimères*; I do not know how many died. The people took care of the rest. The battle began at one in the afternoon and ended three hours later. We took all the weapons we could find in the city to build up our force further." Guy Philippe took credit for the capture of Hinche.

After the fighting subsided in Hinche, Philippe claims he then convinced his lieutenants that prior to moving on Port-au-Prince they should first move northward to Cap-Haïtien. (...)

In Cap-Haïtien, government supporters with only a dozen loyal police officers prepared for the defense of the city. On Feb. 19, government supporters set up burning barricades around the city center in preparation to repel an assault. But with little coordination and few weapons, and with the opposition-allied media spreading fear and paranoia, many were beginning to flee or go into hiding, fearful of a bloodbath.

THE FALL OF CAP-HAÏTIEN

In Cap-Haïtien, much of the population was living in fear as the paramilitaries approached. The arrival of tankers delivering fuel "caused total chaos when people thought the rebels were invading by boat. . . . Police abandoned their posts, while schools and businesses closed. Police later returned when they realized it was not an attack, but the city remained tense." U.S. officials were also now well aware of the paramilitaries plans to attack the city. (...)

The next day, off the coast of Cap-Haïtien, the USS Saipan, a 254-meter vessel, patrolled the waters. Government supporters reported that their communications were mysteriously jammed throughout the day; no telephone calls were coming in or out of Cap-Haïtien. Finally, late in the night, they were able to hear from some of the activists in Cap-Haïtien. FL supporters claimed that a "high-speed landing craft suddenly appeared at 0300"; on board was a contingent of unidentified fighters. Guy Philippe later acknowledged that his men arrived in Cap-Haïtien on both boats and buses.

Hundreds streamed into the streets, either in support or wishing to ingratiate themselves with the paramilitaries. **As the FLRN looted police stations as well as homes and businesses of known FL supporters,** many from the poor neighborhoods hid in fear of an impending slaughter. The BBC reported that 200 fighters in Cap-Haïtien **"ransacked and set on fire" all four of Cap-Haïtien's police posts.** (...)

In the days following the takeover, **FL supporters claimed that hundreds of their partisans in Cap-Haïtien were killed as "activists and their families were rounded up and stuffed into shipping containers then left to die**. . . . elected officials fled to the mountains, radio stations were burned, and schools and literacy programs closed down." Bel Angelot, assistant minister of interior and a native of Cap-Haïtien, recalled: **"Many friends were murdered. The school, the radio station, and printing press that I ran were all destroyed. The College in Cap-Haïtien, which I had helped to found, was destroyed, the radio station and my home was destroyed by arson.** They destroyed so much . . . After Feb. 29, 2004, I went into hiding. After one week I went to the Dominican Republic with my wife. My three kids traveled before me to New York. So from the Dominican Republic I went to New York."186 \

Chamblain and Philippe were now in control of Haiti's second largest city. According to one of their top lieutenants, the two received a congratulatory phone call from Pentagon officials. (...)

While a large FLRN force remained in Cap-Haïtien, Philippe and a group of paramilitaries converged to move south, toward Port-au-Prince. On Sat., Feb. 27, after a gun battle, the paramilitaries wrested control of Mirebalais from government forces, after which they proceeded to **lynch several local FL activists.** Once settled in Mirebalais, it was confirmed that Guy Philippe "had halted the final assault on the capital 'under Washington requirement.'"

Just outside of the capital, Philippe declared an ultimatum that Haiti's democratically elected president either leave or be executed. Philippe knew that by spreading havoc across the country and making bold pronouncements in the media, the international powers would be pres-sured to act and remove Aristide — he had been well advised on the matter. (...)

Killing sprees broke out in the towns occupied by the paramilitaries aimed at punishing government supporters. *Haïti Progrès* reported that in the town of Saint-Marc "**seven young people, including two pairs of young brothers, were macheted or shot to death by pro-coup forces**. . . . **Mutilated bodies were then paraded around the town and dragged by a rope behind a truck to terrorize the rest of the town's population.**"

In the capital, FL partisans were better organized, with popular organizations mobilized and most of the loyal security forces on hand. A few hundred police dug in around the National Palace and the president's home in Tabarre as popular organizations and FL supporters formed barricades throughout the city. Along with a guard of Haitian security, Aristide had a few dozen private security employees from a U.S. agency; however, under murky circumstances the guards were withdrawn, apparently under high-level U.S. government pressure.

Peter Hallward has written a particularly detailed article on the removal of Aristide from his home in Tabarre. In a thorough investigation, Randall Robinson wrote an entire book on the subject, recounting what occurred during the coup and throughout that period of time. With Aristide ousted, Guy Philippe and other top paramilitary lieutenants, such as Chamblain and Ravix, were soon living it up in luxury hotels in Pétion-Ville.

Political scientist Robert Fatton remarked: "It's clear that Aristide would never have been toppled had it not been for the armed insurgents," adding that he does not think that "the civil opposition, although it became larger and broader in its appeal, was in any way capable of forcing Aristide out of power. It's only when you had the armed insurgents that you have the opportunity for the so-called 'civil society' to force the issue."

But ultimately it was transnationally oriented state elites operating through the U.S. and its allied apparatuses' that used the situation to oust Aristide. Consensus on the ground for many Haitian supporters of democracy was that it was the "*laboratwa*" [CIA "laboratory"] at work.











« Haïti Top 10 Héritiers/ères Musicaux Modernes »

Par Ed Rainer

Numéro 4 Monvelyno Alexis (Port-au-Prince, 1976)
« Un symbole d'origine »

Un autre qui a le don de l'impact soudain. En effet, ce samba naturel s'est impeccablement démontré en musicien inspiré .Talentueux homme des cordes pincées, bassiste syncrétique, guitariste abondemment jazzant et au gré d'une vélocité, d'une technique et d'un doigté insolents dont les accords semblent illimités., et vocaliste expressif, ayant puisé sa polyvalence à partir d'une succession d'explorations associatives. De ses débuts dans la musique évangélique, comme produit du Collège Maranatha. Après s'être ravitaillé aux temples des rythmes sacrés que sont : Souvnans, Soukri, Badjo, Sodo etc, pour en tirer les fibres de ses caractéristiques en palettes expressives, tout en voguant dans une spiritualité patrimoniale. Des marques qui l'attestent pour être à la tête du groupe « Kafou Lacroix ». Son passage à l'Ecole Nationale des Arts (ENARTS), lui a permis de bien majorer ses dons de musicien et aussi de peintre. Prenant de plus en plus de la bouteille, et, parallèlement sa rencontre avec le saxophoniste de ***jazz*** Turgot Théodat sont des étapes qui lui ont permis d'apporter son art à un palier supplémentaire, de peaufiner ses standards, d'être plus osé au cœur des explorations. Ce qui a résulté en une musique florissante avec sa sonorité distinctive qui éveille le tympan.

Avec son fumet d'hier et d'aujourd'hui, incorporé dans les thématiques *post-global*. Mais toujours imbu de son sujet, et de ses



Monvelyno Alexis
« un symbole d'origine »

origines. MA reste un arrangeur, compositeur, expressivement cérébral, à l'écoute des vibrations périphériques, aspergées d'eurythmie native. Un timbre vocal plutôt excentrique que méthodique .Une synthétisation qui jalonne son identité de guitariste pluriel aux *'riffs'* certifiés, un phrasé singulier et suprême à la manière d'un peintre, détaillant les couleurs appropriées, ou concoctant la pièce dédiée. En improvisateur dégagé des schémas contraignants. Dans sa gratification d'une agilité mélodique, de flair harmonique et d'élaboration rythmique ; qui sont les caractéristiques de ses productions:*" Kòd ak Po Project"* telles : '*'Kouzen Azakamede"*, avec ses explorations des avatars du ***jazz*** émaillés de ***hip-hop***. Fleuris de sensibilité, de musicalité, infusés de polyrythmie dominante,



Monvelyno et sa compagne, l'artiste-chanteuse Riva Nyri Précil

mais bien du terroir.

Avec un samba toujours au contrôle de sa musique, tout en diffusant des vocalises qui murmurent, implorent et chantent les sujets prépondérants. *''Conscience State of Mind"* est une initiative d'approche ***cross-over***, avec à la clef, quelques textes en anglais, et une orientation métissée, ornée d'arrangements précieux et de thèmes assimilés, de technique diffuse pour perpétuer les héritages traditionnels. Des combinaisons de timbres, d'***a capella***. Et jazzistiquement implorants. Ensuite, l'opus *:"Vo-Duo"*, en tandem avec le percussionniste Markus Schwartz. Etonnement éloquent, avec ses bonds créatifs, ses envolées vodou, des percussions transcendantales, et ses cordes ascendantes, des murmures vocalisantes sous des envolées ***blusy***. Autant de traits annoncés, d'un légataire de souche, dans la divulgation des valeurs héréditaires. Tout compte, ce musicien propulse un style qui a toujours fait des vagues, de Dépestre Salnave aux émules des frères Denis et de Gérald Merceron et tous les Sambas connus et inconnus de l'irruption ***rasin-fusion***.

Le temps est venu de faire banco pour le prince héritier qui a su apporter ses jalons à l'édifice, dru d'une sensibilité aspergée de *feeling,* qu'il retransmet dans un ***swing*** nuancé et un jeu audacieux. Ses renouvellements harmoniques et sa marque inventive, l'ont illustré en éclaireur marquant de la musique conceptualisée. Ses arrangements sur mesure, son sens poussé de l'adaptation interprétative et la maîtrise des renversements modulés; qu'il a su dispenser avec des ornements. Parés d'une expression modale définie par la valeur et non la quantité des notes et phrases. Tout ça, dans une musique aspergée, dépouillée d'hystérie populiste. Et qui l'imposent en artiste multiple qui aime s'innover de temps en temps, lorsqu'il est sollicité par d'autres groupes et artistes.. Une versatilité qui l'a autorisé récemment à se remettre en question, bousculant son style pour se réinventer en duo avec sa compagne, l'artiste-chanteuse Riva. Avec laquelle, il a constitué le groupe-tandem « ***Bohio*** », faisant jaillir ses tics et fantaisies. En plus des traits de samba authentique qui le certifient d'un apostolat musical dont il demeure un sacré avant-gardiste.